

problèmes de la pratique révolutionnaire

POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS ?

La définition marxiste-léniniste

*Prolétaires
de tous les pays,
peuples et nations opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

N°25

5F

SEMAINE DU 5 AU 11 FEVRIER 1981

les immigrés coûtent-ils cher aux municipalités ?



Professeurs
de tous les pays
peuples et nations
appris et oubliés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 5 AU 11 FEVRIER 1981

N° 29 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous à
Pour le Socialisme

20
numéros
100 F.
1 an :
200 F.



Les immigrés
coûtent-ils
cher aux
municipalités?
Quels sont
les chiffres?



SOMMAIRE

3-4

politique

VIRAGE DU PCF ? Pourquoi le PCF revendique-t-il aujourd'hui la présence de « ministres communistes » au sein du gouvernement que formerait Mitterrand s'il était élu ? Tournant stratégique, comme on l'annonce ici ou là, ou adaptation à de nouvelles réalités d'une politique engagée depuis longtemps ?



6-7-8

politique



COÛT SOCIAL DES IMMIGRÉS : OU SONT LES CHIFFRES ? Si l'on en croit la presse du PCF, les travailleurs immigrés pèsent d'un poids insupportable sur le budget d'aide sociale des municipalités dirigées par ce parti. Qu'en est-il de ces affirmations péremptoires ? Nous avons enquêté dans plusieurs municipalités dirigées par ce parti. Et curieusement, il semble impossible aux services municipaux de fournir le moindre chiffre précis.

9-10

politique



«DEBATTRE, UNIR, LUTTER». Paris 19^e : plus de 250 personnes, représentatives de toutes les composantes de la gauche, politique, syndicale et associative, ont débattu des causes de la division et des moyens de la surmonter. Une initiative qui n'a guère eu de précédent jusqu'à présent, un débat que les participants entendent poursuivre.

12

lutter

AURILLAC : BATAILLE POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI. A Aurillac (Cantal), les travailleurs de plusieurs entreprises ont engagé la lutte contre les licenciements qui menacent.

13

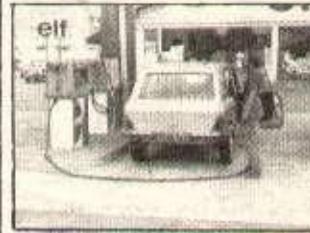
économie



RESTRUCTURATION DU TEXTILE : 3 500 licenciements annoncés à Rhône-Poulenc-Textile. Pourquoi cette crise ? La concurrence du Tiers-Monde explique-t-elle tout ?

14

économie



LES ROYALTIES DE L'ETAT FRANÇAIS. Troisième augmentation du prix de l'essence en un an. Mais c'est l'Etat français qui est le premier bénéficiaire, et le premier responsable de la hausse.

15

inter

POLOGNE : LA PORTEE D'UN ACCORD. L'accord conclu par Solidarité et le gouvernement polonais est un premier recul du gouvernement Kania sur la question du samedi libre. Mais les revendications des paysans sont restées en suspens.

16-17

inter

ESPAGNE : LA DROITE PARALYSÉE ? Pourquoi le brutal départ de Suarez, après quatre ans de pouvoir ? Quelles solutions à la crise actuelle ?

18

idées

LA VIE EN BLEU. Un « voyage en culture ouvrière » de Jacques Frémontier. Un thème intéressant, mais des limites dans son traitement.

20



SALVADOR : RIEN N'EST FINI. L'armée semble avoir repris le contrôle des villes occupées par la guérilla. Mais les forces révolutionnaires préparent une nouvelle offensive.

La revendication des « ministres communistes »

UN VIRAGE...? QUEL VIRAGE ?

Pour une surprise, ce fut une surprise. Dix jours après que le CC du PCF eut relancé l'idée de la « bande des trois » Giscard-Chirac-Mitterrand et défini ce dernier comme « le recours du grand capital en difficulté », Marchais annonce qu'il réclame des ministres communistes dans le gouvernement qui sera formé autour du candidat socialiste si celui-ci est élu ! L'onde provoquée par ce pavé dans la mare électorale amène aujourd'hui le PS à se situer par rapport à cette revendication inattendue, et Jospin l'a fait avec une (relative) fermeté dimanche 1^{er} février au Club de la Presse. La droite visiblement ravie, poursuit et intensifie sa campagne amorcée dès le début de l'année sur « les liens qui continuent à unir PS et PCF ».

Par Nicolas DUVALLOIS

QUANT au PCF, il continue son pilonnage avec une si impressionnante détermination qu'il faut bien s'intéresser à ses motivations profondes. S'agit-il, comme on l'a entendu ici ou là de l'amorce d'un nouveau tournant stratégique ? Ne s'agit-il pas plutôt de l'adaptation aux conditions nouvelles d'une politique engagée depuis longtemps déjà, et qui consiste à tout faire pour réduire, voire renverser les rapports de force avec le PS, tout en se « plaçant » si toutefois celui-ci venait à parvenir au pouvoir ?

A la base du raisonnement de Marchais et de son état-major, il y a d'abord un constat, et une incohérence qui ne manqueront pas d'interpeller ceux qui suivent la campagne du PCF. Le constat est cruel. Amorçant sa campa-

gne dès le mois d'octobre, dans un moment où le parti socialiste était encore dans l'expectative quant au choix de son candidat et où les sondages apparaissaient comme accablants pour Mitterrand, Marchais ne cachait guère, dans sa propagande publique, son espoir de parvenir en tête de la gauche. Sans doute l'idée d'une accession à l'Élysée de Marchais n'a-t-elle jamais été sérieusement prise en compte ; mais l'hypothèse d'un duel Giscard-Marchais au second tour, par contre, entrait tout à fait dans le domaine des hypothèses plausibles. Aujourd'hui, après trois mois d'une intense campagne, après des dizaines de meetings, des centaines de réunions-signatures de « L'Espoir au présent », le PCF en vient à constater que la présence de

Mitterrand au second tour est l'hypothèse la plus envisageable. Sa victoire est même possible.

Il y a là, pour le PCF, le constat cruel que la campagne Marchais n'a pas à ce jour récolté les fruits escomptés. « Marchais président, c'est l'espoir au présent », ce slogan qu'on entend encore dans les salles où le candidat du PCF tient meeting, révèle ici son inanité.

Incohérence

L'évolution de la campagne du PCF révèle aussi une remarquable incohérence. Car enfin, que réclame donc Marchais ? Des ministres communistes dans un gouvernement formé par le premier ministre que désignera Mitterrand, ce Mitterrand désigné parallèlement comme un des compères de la « bande des trois », l'homme du recours de la bourgeoisie ! Le PCF ne cesse de répéter que l'union n'est éventuellement possible qu'appuyée sur une solide unité à la base, au terme d'une discussion claire conclue par des accords précis, inviolables et irréversibles, et voilà qu'il exige d'accéder direc-

tement au gouvernement sans qu'aucune de ces conditions ne soient réalisées ! Il y a là matière à interrogation, y compris d'ailleurs pour les militants du PCF qui ont été surpris comme tout le monde par ce brusque infléchissement de la tactique électorale de leur parti.

Quel virage ?

Partant de ce constat et de cette incohérence, certains commentateurs ont cru y déceler l'amorce d'un nouveau tournant stratégique, le PCF commençant ainsi à renouer les fils d'une union qu'il a patiemment déchirée depuis trois ans. On imagine difficilement qu'il puisse en être ainsi. En effet, la revendication des ministres communistes, si elle peut à bon compte donner l'image d'une volonté d'union, ne s'accompagne en rien d'un abandon des thèmes antérieurs. La volonté systématique de montrer le PS comme un parti prêt à pactiser avec la droite, le langage populiste, le raidissement intérieur face aux militants qui s'étaient reconnus dans l'unité de la gauche, autant de signes, parmi d'autres, qui persistent et

indiquent que le PCF entend bien poursuivre la recherche d'une identité qu'il pensait avoir en partie perdue durant la période 1972-1977. La revendication de ministres communistes — liée à une dénonciation un peu plus virulente de Giscard — n'est pas le thème qui vient se substituer à d'autres, mais au contraire qui vient le spécifier dans les conditions précises d'une campagne électorale qui petit à petit approche de son terme.

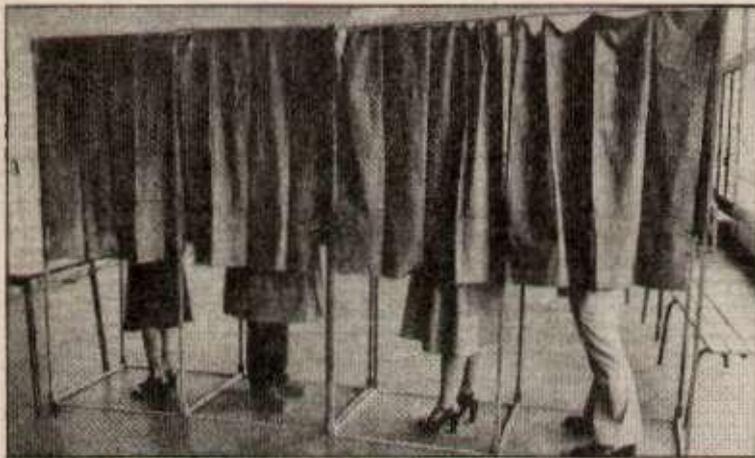
Faire perdre des voix à Mitterrand...

Que cherche en effet le PCF, et ce depuis plusieurs années déjà ? A réduire et si possible inverser l'écart qui le sépare du PS, puisqu'aussi bien la réalisation de ses ambitions passe nécessairement par une position dominante au sein de la gauche. La revendication des ministres communistes peut contribuer, aujourd'hui, à réduire cet écart.

Tout d'abord, en faisant perdre des voix à Mitterrand, au terme d'un raisonnement facilement compréhensible. Le candidat socialiste espère gagner des



En 1974, Marchais restait discret sur la question des ministres communistes... pour ne pas gêner Mitterrand.



Les campagnes simultanées du PCF et de la droite peuvent faire perdre des voix à Mitterrand au second tour.

voix dans un électoralat de droite de plus en plus distant face à Giscard : ces voix risquent fort de s'éloigner de lui si l'éventualité d'une participation du PCF au gouvernement est de nouveau envisagée. Marchais connaît d'ailleurs fort bien le mécanisme de répulsion provoquée par une éventuelle présence du PCF au pouvoir, lui qui refusait de répondre à ce genre de question en 1974... pour ne pas gêner Mitterrand !

Le candidat socialiste mise aussi sur une application quasi complète, au deuxième tour, d'une « discipline républicaine » à gauche qui a montré sa pérennité lors des récentes élections partielles. De fait, Marchais ne peut guère faire autrement, sous peine d'un cinglant désaveu de son électoralat, que de se désister. Mais en essayant de démontrer que c'est Mitterrand qui refuse les initiatives unitaires, il peut provoquer un mouvement de répulsion, si minime fût-il, qui peut avoir d'importantes conséquences dans une élection qui se jouera « dans un mouchoir » le 10 mai. Jusqu'à présent en effet, Marchais apparaissait sur la défensive en refusant de dire aujourd'hui quelle sera son attitude entre les deux tours. Maintenant, le tison est dans le camp du PS.

Effrayer quelques voix de droite, provoquer quelques mauvais reports à gauche, cela peut effectivement nuire au score de Mitterrand, surtout au second tour. Au risque de faire finalement perdre le candidat socialiste ? Sans aucun doute, puisque l'objectif premier du PCF est moins la victoire d'une gauche qu'il ne dominerait pas que la modification des écarts.

...et en gagner quelques-unes

Appliqué à réduire le score socialiste, Marchais espère aussi toucher quelques dividendes de sa nouvelle tactique électorale. Ne prend-il pas le PS en flagrant délit de « flou » et d'« ambiguïté » sur cette question des ministres communistes, lui qui s'acharne à prouver que les socialistes ne sont pas crédibles ? Sa campagne et ses propos antérieurs s'en trouvent ainsi, du moins l'espère-t-il, « légitimés », de même que se

trouve concrétisée l'importance du vote du PCF : l'enjeu n'en est plus de vagues considérations sur la nécessité d'un parti fort, mais une question bien concrète. Voter Marchais, c'est voter pour des ministres communistes. Peut-être même, en se donnant un factice visage unitaire, le PCF pense-t-il récupérer pour son compte quelques voix d'électeurs attachés à l'idée d'union.

Gagner des voix, même en petit nombre, et en faire perdre à Mitterrand, voilà bien l'objectif premier de l'état-major Marchais.

Se former en groupe de pression au cas où...

Et si malgré tout la gauche venait à l'emporter ? L'idée, on l'a vu, n'est pas saugrenue, et le PCF en a fait le constat. Dans ce cas, il convient pour lui de s'y préparer. La revendication des ministres communistes va dans ce sens aussi. Considérant, (à tort), les voix réunies autour de son nom comme lui appartenant, Marchais entend bien les monnayer. Combien, ou plutôt quoi, en échange des voix du PCF, tel est le sens d'un marchandage qui dessine ce que serait l'attitude du PCF dans l'hypothèse d'une présence de Mitterrand à l'Élysée. Aujourd'hui il s'agit de monnayer des voix, demain il pourrait s'agir de monnayer le soutien des députés PCF à un éventuel gouvernement à dominante socialiste.

Conscient de la possibilité d'une victoire de la gauche, dont elle serait loin d'être l'artisan principal, la direction du PCF se prépare donc, au cas où, à jouer le rôle d'un groupe de pression marchandant chacun de ses actes de soutien.

On le voit, la tactique électorale du PCF s'inscrit dans une logique implacable. Il lui faut démontrer le « virage à droite » du PS, au besoin en créant des preuves ; il lui faut éviter que l'écart ne se creuse, au besoin en créant le risque d'une défaite de la gauche ; mais il lui faut — aussi — prendre en compte les données nouvelles que constitue, malgré tout, l'éventualité d'une victoire de Mitterrand.

DANS LE NORD, DEUX ELUS EXCLUS DU PCF

CHRISTIAN Maes, adjoint au maire de Tourcoing et Didier Thibaut, conseiller municipal de Lille, tous deux chargés des affaires culturelles municipales et militants du PCF, respectivement depuis vingt et dix ans, viennent d'être exclus de leur parti. Christian Maes en a été informé par la direction de sa cellule. Didier Thibaut l'a appris par un article du 29 janvier dans *Liberté*, le journal local du PCF, sous le titre évocateur « *A chacun les siens* » ; il se trouvait qualifié avec Christian Maes de « *deux ex-communistes qui se sont mis de leur fait hors du Parti* » et accusés pour s'être exprimés dans la presse et la télévision régionale, d'avoir rallié le camp de la droite et du PS.

Certes, Christian Maes et Didier Thibaut avaient d'importantes contradictions avec la politique du PCF portant sur la politique de division, la candidature Marchais, la remise en cause de la liberté de création artistique et surtout l'intervention soviétique en Afghanistan. Aussitôt après le coup de Kaboul, Christian Maes avait fait une déclaration en plein conseil municipal de Tourcoing pour condamner cette intervention et il siégeait en tant qu'élu communiste à la tribune du meeting constitutif du Mouvement de soutien à la résistance afghane à Lille en novembre dernier. Quant à Didier Thibaut, il avait lui aussi exprimé publiquement son désaccord avec l'intervention soviétique et la position du PCF à ce sujet. Tous deux étaient également signataires de l'appel pour l'union dans les luttes. Pourtant, même si Christian Maes avoue avoir été tenté par la démission du PCF, tous deux avaient finalement

choisi de rester à l'intérieur de leur parti dans l'idée d'y favoriser le débat.

Aujourd'hui, pour eux, c'est l'exclusion, mais ils affirment leur volonté de poursuivre leur combat. En réponse à ces exclusions et aux attaques parues contre eux dans *Liberté*, Christian Maes et Didier Thibaut ont organisé ensemble une conférence de presse vendredi 30 janvier à la mairie de Tourcoing. Ils ont tout d'abord dénoncé la méthode bureaucratique et administrative utilisée pour les écarter. Christian Maes a notamment déclaré : « *Ce refus du débat interne, du pluralisme d'opinion sont la marque d'une grande faiblesse politique. La manière bureaucratique et administrative employée à mon égard pour m'exclure est significative d'une peur à affronter le débat* ». Le débat, la lutte contre les divisions, Christian Maes et Didier Thibaut sont fermement décidés à les poursuivre dans une voie qui, malgré les affirmations de *Liberté* n'est pas celle de la droite ni du PS. Ils ont tenu à le préciser. Didier Thibaut a annoncé qu'il continuerait à siéger au conseil municipal de Lille mais désormais en tant que « *non inscrit* » pour poursuivre dans un esprit unitaire la lutte sur les problèmes municipaux mais aussi sur les problèmes plus généraux tels que les libertés. Quant à Christian Maes, il a affirmé : « *Aujourd'hui, j'ai pour but de transformer ce départ forcé d'un parti où j'ai milité depuis plus de 20 ans, en un combat non pas contre le parti mais contre la ligne politique qu'il développe aujourd'hui, imposée par une direction ayant tourné le dos à la perspective de la transformation, tant interne*

qu'externe, que le vingtième congrès avait entreprise et qui reste une condition nécessaire à des changements véritables dans notre pays ».

Selon lui, l'échec du PCF dans le Nord est dû à « *son incapacité à unir et à rassembler* » ainsi qu'à ouvrir des perspectives politiques d'accession au pouvoir, parce qu'il est pris dans la contradiction d'être à la fois un parti de masse et de craindre les masses en lutte lorsqu'elles sont porteuses d'idées nouvelles. Christian Maes a choisi de continuer à siéger au conseil municipal de Tourcoing mais en tant que « *gauche unitaire* ».

Au cours de sa conférence de presse, il a lancé un appel à la création d'une nouvelle gauche, regroupant « *tous ceux qui veulent reconstruire une union profonde, fondée sur la diversité, le dialogue et l'action* ». Rappelant l'expérience du comité d'Union dans les Luttés de Tourcoing, Christian Maes a souligné « *les riches débats dus à la présence de travailleurs venant de diverses organisations de gauche, les quelques importantes initiatives sont porteurs d'espérance. Une nouvelle gauche peut naître. Il faut s'y employer. C'est en ce sens que je continuerai à siéger au conseil municipal afin de donner une dimension politique et pas seulement gestionnaire au combat que plus que jamais j'ai l'intention de mener* ».

Le lendemain de cette conférence de presse, *Liberté* fait tout pour minimiser cette affaire qu'elle qualifie de « *petite opération politicienne, manigancée par la droite et le PS* » et en appelle abondamment à la fibre ouvrière de ses lecteurs, très forte dans la région.

L'ARME PRINCIPALE DU PS EST AUSSI SON TALON D'ACHILLE

LE soudain virage tactique du PCF, avec sa revendication des ministres communistes aura eu au moins un mérite : celui de faire expliciter à Mitterrand ses intentions en cas de victoire. Lionel Jospin, le nouveau secrétaire général du PS, a lui aussi fourni des précisions dimanche 1^{er} février, à l'occasion du Club de la Presse d'Europe 1.

Sur quel scénario travaille donc le PS en cas de victoire au soir du 10 mai ? Sachant les difficultés, voire l'impossibilité qu'il aurait à gouverner avec l'Assemblée nationale telle qu'elle est composée, Mitterrand entend donc dissoudre celle-ci et provoquer des élections législatives dans un délai très court. Le PS espère évidemment retirer de telles élections les bénéfices d'un « *effet Mitterrand* » né de la victoire aux présidentielles. Ce n'est qu'après ces législatives, et

après donc que de nouveaux rapports de force soient créés, que Mitterrand entend former un gouvernement directement politique.

Ce scénario est plausible, et sans doute jouable : tout porte à croire en effet que le PS se sortirait bien de telles élections, au contraire des giscardiens, privés du soutien essentiel qu'est la présidence de la République, et même dans une certaine mesure du PCF dont les candidats pourraient, dans certains cas, être devancés au premier tour par le rival socialiste.

Le raisonnement socialiste comporte cependant un grave défaut, sans doute inévitable : il reste flou sur l'immédiat après-élection, et suscite, partant, toutes les hypothèses. La droite l'a bien compris, qui s'engouffre dans la brèche pour dénoncer soit « *le mépris porté aux Fran-*

çais en n'annonçant pas la couleur » (D'Ornano), soit « *l'inévitable future alliance avec les communistes* » (Soisson). Le PCF aussi saisit l'occasion qui lui est fournie de mettre en relief les « *ambiguïtés* » socialistes.

Répondant à la revendication des ministres communistes, Jospin a fait preuve de fermeté, mais sans pour autant fermer définitivement la porte. Dès le lendemain, le PCF a choisi de ne retenir que le non, trouvant là une preuve à bon compte du désir « *de rassurer la droite plutôt que de donner à espérer à Billancourt* ». A l'UDF, on a évidemment mis l'accent sur la facette inverse.

On le voit, l'arme principale du PS durant cette campagne — la volonté de ne pas nouer d'engagement compromettant — est aussi son talon d'Achille.

REFLEXION ET DÉBATS AUX «ETATS-GÉNÉRAUX» SUR LA JUSTICE A LONGWY

Longwy-la-colère, Longwy-la-révolte. C'était dans les premiers mois de 1979; les attaques répétées du commissariat en riposte aux agressions policières; les opérations «coups de poing»; les sirènes des usines hurlant dans la nuit, les manifestations, la grève, les radios de lutte...

Que reste-t-il de tout cela? Quelle lutte mener aujourd'hui? Des militants, des travailleurs, des jeunes se sont retrouvés samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février pour en discuter dans le cadre des «états généraux» organisés par le collectif SOS-Justice de Longwy auquel participe notamment la CFDT longovicienne.

LS étaient bien deux cents dans la grande salle de la mairie, samedi en début d'après-midi pour l'ouverture des «états généraux» sur la Justice. Des militants parisiens, du Nord, de Lyon et de différentes villes de Lorraine. On en attendait visiblement plus de Longwy même, mais enfin la participation des Longoviciens restait malgré tout honorable.

Car il est vrai que les choses ont considérablement changé depuis deux ans. La lutte coura-

s'interroger sur les raisons de cet état de choses. Elles sont certainement nombreuses. Certains se demandent s'il ne s'agit pas uniquement de la responsabilité des directions confédérales qui n'ont rien fait pour porter la lutte au niveau de toute la sidérurgie; d'autres pensent qu'il aurait peut-être fallu faire preuve de plus d'imagination face aux restructurations, et ne pas nier un phénomène irréversible quoi que l'on fasse. D'autres encore s'accusent mutuellement, CGT con-

extraordinaires à Longwy en ce début de l'année 1979, des choses relativement nouvelles. A tel point que des centaines, des milliers de gens, connus ou inconnus, militants syndicalistes ou politiques, travailleurs, sont venus voir sur place, rencontrer les Longoviciens pour essayer de comprendre cet extraordinaire élan, cette nouveauté dans les formes de lutte, la combativité, l'imagination... A tel point que dans des luttes qui suivirent ailleurs en France, on vit souvent s'exprimer de différentes manières la référence au combat des sidérurgistes longoviciens. Ne resterait-il rien de tout cela? Pourtant, personne à Longwy n'a oublié. Il faut entendre ces militants parler des nuits blanches, des coups de poing, du relais de télé...

Pourtant, curieusement me semble-t-il, on n'a pas du tout parlé de tout cela samedi 31 janvier. A peine était-ce évoqué dans le montage-diapos, par ailleurs remarquable, qui servait d'introduction au débat.

Au reste, la sidérurgie, l'emploi, la lutte contre les restructurations ne constituaient au total qu'une partie secondaire du week-end. Des militants de différentes organisations longoviciennes ne cachent pas la difficulté qu'ils éprouvent à s'orienter dans la situation actuelle en fonction de leur expérience de lutte et de l'absence d'un bilan suffisamment avancé de celle-ci.

Sidérurgie-Peyrefitte ?

Dans ces conditions, on en vient à se poser la question de savoir si l'axe de lutte contre la Justice et la loi Peyrefitte — par ailleurs fort important — n'est pas devenu une perspective à laquelle on se raccroche faute de mieux. D'autant qu'il semble occuper une place privilégiée, sinon unique, dans les préoccupations militantes.

En tout cas, le lien central, la filiation directe entre la lutte des sidérurgistes en 1979 et celle contre la Justice bourgeoise en 1981 n'est pas apparu clairement.

Il est certain que les difficultés de repérage liées à la période ne facilitent pas les choses. Des militants essayent cependant d'avancer : une dizaine de syndicalistes ouvriers CGT et CFDT ont commencé à mettre sur pied, ensemble, un lieu de rencontre, de réflexion et de débat; pour l'union, pour la lutte.

G.P.

«6 HEURES POUR L'AFGHANISTAN» A GRENOBLE : UN SUCCÈS

L'initiative de l'AIPA (Association pour l'indépendance du Peuple Afghan) et du MSRA (Mouvement de soutien à la résistance du Peuple Afghan), se sont tenues avec succès à Grenoble le 29 janvier, «6 heures pour l'Afghanistan»: plus de 300 personnes ont participé à cette manifestation qui avait reçu le soutien de plusieurs organisations, dont le PS, la CFDT, le PCR, le PCML, le PSU, le MRAP.

Il y a un an déjà s'était tenue une réunion de soutien à l'Afghanistan quelques semaines à peine après l'invasion soviétique. Depuis ce temps, l'AIPA a développé localement un travail de soutien à la résistance afghane et les adhésions réalisées au MSRA dans le cadre du million et des «6 heures» permettent

d'espérer un développement encore plus grand du travail. Par rapport aux tentatives de faire de cette guerre une guerre oubliée et lointaine, les «6 heures» de Grenoble ont marqué la nécessité d'un soutien politique et matériel prolongé à la résistance afghane. La dernière tentative de Giscard de convoquer une conférence sur l'Afghanistan dont serait absente la résistance a été tout particulièrement dénoncée.

Le programme de la soirée a été dense : projection d'un montage diapositives, un film de Bertolino, lecture de poèmes afghans par un comédien du théâtre Action, chants de Le Bihan, suivis de plusieurs interventions de Gabriel Villiot, Mohamed Habib, Bernard Dupaigne, Edmond Jouve, Jean Freyss et du père Cardonnel.

IRAK-IRAN : LA CURIEUSE NEUTRALITE FRANÇAISE

Le Quai d'Orsay a confirmé dimanche la livraison à l'Irak de Mirage F1. C'est une source chypriote qui a révélé l'affaire : six avions de combat Mirage F1 s'étaient posés samedi à Nicosie, où des pilotes irakiens en avaient pris possession.

C'est au total une trentaine d'avions qui sont en cours de livraison — et ce sur une commande de soixante appareils.

La commande avait été passée en 1977, donc bien avant l'actuel conflit irano-irakien.

Mais il était possible de surseoir à la livraison, comme la France l'a déjà fait lorsqu'un conflit armé était en cours. La livraison de ces Mirage ne peut donc apparaître que comme une prise de position dans le conflit en cours : c'est ainsi que l'a d'ailleurs interprétée le gouvernement iranien, dont l'ambassade en France a émis une vive protestation.

Cette affaire vient éclairer d'un

jour nouveau les visites à Paris en septembre et en décembre dernier, de Tarek Aziz, envoyé du gouvernement irakien, qui ont probablement eu pour but de lever les derniers obstacles à la fourniture de ces avions de combat. Le silence observé alors sur la teneur de ces entretiens, comme le retard mis cette fois par le Quai d'Orsay à reconnaître la livraison laisse supposer que le gouvernement français aurait souhaité que l'affaire ne s'ébruite pas, pour pouvoir continuer à affirmer la neutralité qui est officiellement celle du gouvernement français.

Mais l'Irak est l'un des principaux débouchés pour les ventes d'armes françaises : la France lui fournit d'ores et déjà des chars AMX 30, des hélicoptères et des véhicules blindés. Des pourparlers sont en cours, en toute neutralité, pour la fourniture de navires de guerre et de missiles, ainsi que pour la fabrication sur le sol irakien d'avions de combat Alpha Jet.

Pour le Socialisme - 5



geuse, opiniâtre, débordante d'imagination, voire d'exubérance des travailleurs longoviciens n'a pas permis, c'est un fait, d'empêcher les fermetures d'installations sidérurgiques. Sans licenciement bien sûr. Les cinq millions pour les départs volontaires ont eu un effet-choc, surtout chez les jeunes. A tel point que le potentiel militant des syndicats s'en est trouvé sérieusement affecté. Les pré-retraites et les mutations ont fait le reste.

La lutte à Longwy n'a pas permis d'empêcher les fermetures. Sans doute convient-il de

tre CFDT ou *vice-versa*. La discussion du samedi a esquissé quelques-unes de ces questions dans le cours d'un débat malgré tout un peu confus. Démarche intéressante de recherche, de bilan, de réflexion.

Et la lutte ?

Pourtant, on est frappé, quand on a suivi de près les événements de 1979, par une absence: la lutte. Il s'est passé des choses

LES IMMIGRES COÛTENT-ILS CHER AUX MUNICIPALITES ?

Les immigrés coûtent cher aux communes, leur concentration dans les «communes ouvrières» constitue une charge qui tend à devenir insupportable dans les budgets municipaux. Ces affirmations ont été avancées à de nombreuses reprises par des dirigeants du PCF dans des meetings et dans la presse de ce parti et figurent en bonne place dans la panoplie des «arguments» utilisés par la direction du PCF pour justifier son actuelle campagne contre les travailleurs immigrés.

Depuis toujours, la droite a développé, encouragé, suscité les idées racistes sur le thème des «immigrés-qui-ne-payent-rien-mais-nous-coûtent-cher». Force est de constater aujourd'hui que ce thème est aussi, quant au fond, celui de la direction du PCF, habillé dans une version de «gauche»

La chose est présentée par les dirigeants du PCF comme une évidence, une certitude bien établie : les immigrés coûtent cher aux communes. A l'appui de cette affirmation, de vagues références sont évoquées.

Pour ce qui concerne les «bénéficiaires» de l'aide sociale, un point mérite d'être souligné. Si, dans l'ensemble le nombre d'enfants immigrés a augmenté, du fait de l'immigration familiale plus importante de familles en général plus nombreuses que les familles françaises (1) il n'en est pas du tout de même pour les personnes âgées qui représentent une part infime des personnes en retraite puisque les vieux immigrés retournent, dans leur très grande majorité, finir leur vie dans leur pays d'origine. Or chacun sait que la part dans les différentes œuvres sociales (secours, repas, cadeaux, colis...) pour les personnes âgées entre pour une part importante dans le budget de l'aide sociale.

La part restreinte des aides sociales

L'examen des budgets communaux montre que trois postes en constituent le volet social : les services sociaux de la mairie, les œuvres sociales scolaires et l'aide sociale proprement dite. Il est très important de délimiter d'abord la part globale que prennent ces trois postes puisqu'elle représente l'ensemble des dépenses des mairies auxquelles les immigrés ont accès (cantines scolaires, secours, colonies de vacances, aides diverses...).

Il est bien évident que les immigrés ne profitent pas — sauf cas exceptionnel — des investissements pour l'aménagement des zones pavillonnaires, des programmes culturels ou autres conservatoires de musique.

Dans le budget de Drancy de 1979 (2) les trois postes sociaux arrivent à un total de 15 518 722 francs, ce qui représente 8,2 % du budget total de la commune (investissement et fonctionnement). Par comparaison, le plus gros poste budgétaire est constitué de très loin, par les services indirects (notamment les frais de personnel permanent) qui représentent à eux seuls 85 520 020 francs, c'est-à-dire 45,2 % du budget total.

Toutefois, si l'on prend en compte les frais de fonctionnement nécessaires aux services

sociaux (personnel permanent, frais immobiliers et mobiliers, quote-part de l'administration générale) et toujours selon les chiffres fournis par la mairie, on constate deux choses :

— Le total de ces dépenses est supérieur au total des aides puisqu'il atteint 23 652 636 francs (12,5 %).

— Si l'on ajoute la totalité des frais de fonctionnement des services sociaux et des aides sociales on obtient 39 171 358 francs c'est-à-dire 20,7 % du budget total. Dans d'autres communes dirigées par le PCF on constate les mêmes choses.

Le budget prévisionnel 1981 de Vitry, par exemple, fait apparaître à peu près les mêmes données :

— Le total des trois «postes sociaux» donne 37 321 431 F sur un budget total de 472 505 887 F c'est-à-dire 7,9 %.

— Le total des frais de fonctionnement et des aides donne 77 267 801 F c'est-à-dire 16,3 % du budget total.

En fin de compte, les charges représentées par les immigrés dans les budgets communaux se calculent donc sur cette tranche comprise dans une fourchette allant à peu près de 15 à 20 % des budgets totaux.

Les immigrés coûtent-ils plus cher ?

Reste à savoir ce qui est absorbé par les immigrés sur ces dépenses. Les choses à ce niveau se compliquent singulièrement puisque les très nombreuses démarches effectuées auprès de non moins nombreuses muni-

La faible part des dépenses directes dans les postes sociaux

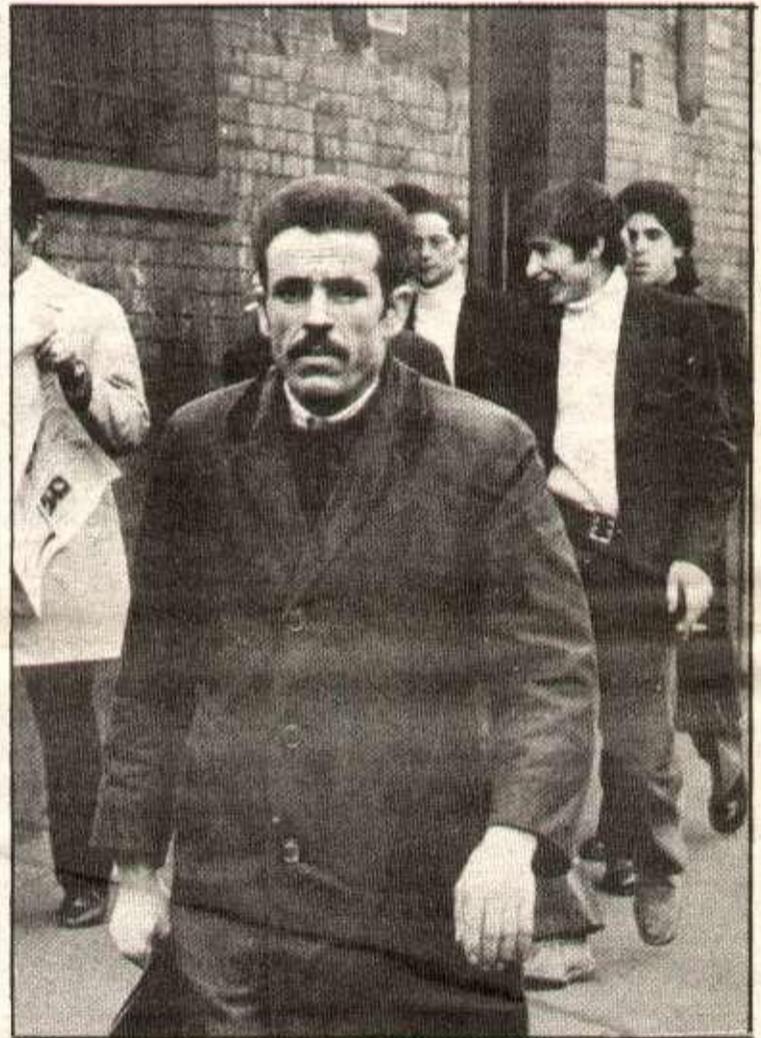
Libellés	dépenses effectivement réalisés
Oeuvres sociales scolaires	8 526 896,56
Services sociaux sans comptabilité distincte	1 376 975,96
Aide sociale	5 614 849,74
Total des trois postes	15 518 722,26 (1)
Budget total :	
— fonctionnement	124 842 059,40
— investissement	64 326 164,29
Total	189 168 223,69

Pourcentage des aides sociales dans le budget total 8,2 %

1) Il s'agit des sommes directement allouées aux bénéficiaires des aides sociales par les aides, secours, séjours des enfants, garderies, centres de loisirs pour enfants...

(Extrait du budget de Drancy)

Par Gérard PRIVAT



cipalités (voir article page 7) se sont heurtées aux mêmes réponses : «Nous n'avons pas de chiffres, nous ne faisons pas ce genre de calculs, ce serait parfaitement discriminatoire, ça ne nous servirait à rien dans notre travail, etc.». Bref, sauf services parallèles établissant ce genre de statistiques, on ne voit pas très bien sur quoi se fondent les dirigeants du PCF pour avancer les chiffres énormes que l'on a pu voir publier ici ou là. A coup sûr, les 60 % pour les immigrés dans le budget social de Garges-les-Gonesses affirmés par un certain Breton dans les colonnes de *Révolution* (hebdomadaire du PCF) relève de la plus pure affabulation. Aucune démonstration d'ailleurs n'accompagnait cette affirmation péremptoire.

La seule étude globale que nous ayons pu nous procurer est celle de la mairie de Drancy (voir encart) mais qui date de 1974. Son résultat ne confirme pas tout à fait les affirmations des diri-

geants du PCF, c'est le moins que l'on puisse dire.

Une étude partielle a cependant été faite, toujours à Drancy, sur les taux de fréquentation des centres de loisirs et des colonies de vacances. On y constate que le taux d'enfants immigrés dans les colonies de vacances est un peu supérieur au taux de fréquentation des écoles puisqu'il est de 24,3 % (20 % d'enfants immigrés dans les écoles). Pour les centres de

(1) Aux débuts de l'immigration, le travailleur ne coûtait rien puisqu'arrivant en âge de travailler. Pas d'études, pas d'apprentissage, pas de frais pour les enfants. Cette situation a évolué assez sensiblement avec l'augmentation relativement importante de l'immigration familiale.

(2) Le budget 1979 est le dernier budget clôturé en date. Celui de 1978 n'est pas encore terminé.

loisirs maternels, la proportion d'enfants immigrés est de 17,99 % (nettement inférieur donc) et pour les centres de loisirs primaires, elle est de 17,57 %. Là encore, les chiffres ne vont pas dans le sens du discours des dirigeants du PCF.

En conclusion, il est certainement raisonnable de penser, malgré l'absence de données statistiques précises sur la question, que les immigrés entrent pour une part un peu plus importante dans les postes sociaux des budgets communaux. Les raisons en sont fort simples : pour les dépenses scolaires, c'est le fait des familles en général plus nombreuses ; pour les aides en secours, ce sont les immigrés, proportionnellement plus frappés par le chômage, par les accidents du travail, par les maladies professionnelles...

En tout état de cause, le déséquilibre budgétaire (si déséquilibre il y a) joue, on l'a vu, sur des pourcentages très réduits. Rien à voir en tout cas, avec les «charges insupportables» prétendues par la direction du PCF. ■

Visite à quelques municipalités DES ACCUSATIONS PRECISES, DES CHIFFRES FANTÔMES

Le PCF met en cause les «charges sociales énormes découlant de la présence massive de travailleurs immigrés». Sort-il ces accusations de son chapeau ou reposent-elles sur des faits précis et mesurables ? Paule Dellest est allée enquêter sur les budgets d'aide sociale de quelques municipalités PCF de la banlieue parisienne, espérant ainsi recueillir des statistiques fiables sur la part des dépenses sociales consacrée aux Français d'une part, aux immigrés de l'autre.

Par Paule DELEST

Le bureau d'aide sociale

Dans chaque commune de la région parisienne existe un BAS (bureau d'aide sociale). Ce bureau a une gestion autonome bien qu'étant présidé par le maire de la commune. Un conseil l'administre, composé à parts égales de représentants de la municipalité et de représentants désignés par le département.

Son budget est alimenté essentiellement par des subventions de la commune, du département et de l'Etat. Le budget prévisionnel du BAS de Vitry par exemple, prévoit

dans ses recettes une subvention de la commune représentant environ 50 % du budget total, les autres 50 % étant couverts par le département, l'Etat et d'autres ressources diverses.

Les BAS rentrant pour une part non négligeable dans l'action sociale des communes, les municipalités peuvent ainsi revendiquer la totalité d'une action auxquelles elles ne participent financièrement qu'à environ 50 ou 60 %. Celles du PCF ne s'en privent pas.

LES premières démarches furent effectuées en direction des municipalités de la Courneuve, de Drancy et d'Aubervilliers. Il aurait été inutile d'essayer de glaner des renseignements dans les différents services sans avoir préalablement reçu le feu vert du maire adjoint chargé des affaires sociales.

Premier rendez-vous est pris avec le maire adjoint de la Courneuve qui promet de rassembler pour la fin de la semaine des renseignements précis sur la part du budget d'aide sociale accordée aux immigrés. A la fin de la semaine me sont données deux brochures d'études démographiques de la ville et une brochure expliquant le travail du bureau d'aide sociale. Rien de ce que j'attendais. Censure ou n'y a-t-il aucun chiffre existant sur

ce sujet ? A la mairie d'Aubervilliers, le secrétariat du maire adjoint me refuse un rendez-vous : «L'adjoint au maire qui s'occupe de cette question est très prise, ce n'est pas la peine de la déranger avec cela, nous vous rappellerons si un rendez-vous vous est accordé». Dans ce cas-là, il n'y a qu'une seule solution, se rendre sur place : on me dirige vers le bureau d'aide sociale. Là aussi, surprise ! au-

un chiffre précis ne semble exister. Par contre les supputations vont bon train. La moitié des familles bénéficiant de l'aide vestiaire, me dit-on, sont immigrées ; même chose pour celles ayant droit aux colonies de vacances semi-gratuites pour leurs enfants ; dans l'aide accordée à l'enfance on retrouve trois quarts d'immigrés... Mais sur quoi se base-t-on ? J'insiste

0,34 % du budget global, une «lourde charge sociale»

Cette étude fournie par la municipalité de Drancy date de 1974. Il faut donc considérer que les chiffres suivants sont établis en francs 1974.

Les familles des travailleurs immigrés bénéficient de l'aide municipale dans trois domaines : l'enseignement, la Caisse des Ecoles et l'aide sociale.

I — L'enseignement

a) Cours d'alphabétisation pour adultes	
26 inscrits	8 500 F
b) Fonctionnement de deux classes d'élèves non francophones	
26 élèves	9 300 F
	15 800 F

II — Les caisses des écoles

a) Séjour en centre de vacances pendant l'été	
227 enfants — 17 % du total de participants (différence entre tarif maximum et tarif consenti à ces familles)	110 000 F
b) Frais de cantine	
Nombre de bénéficiaires 350 — 9 % du nombre total — 40 % du nombre de bénéficiaires de réduction	140 000 F
	250 000 F

III — L'aide sociale

a) Colis aux familles nécessiteuses	
90 familles	3 562 F
b) Habillement linge enfants	
43 familles	4 525 F
Distribution de paires de chaussures — tabliers — 176 familles	12 755 F
c) Secours en argent — 45 familles	20 824 F
d) Secours en argent pour paiement loyer — 20 familles	4 108 F
	45 774 F

TOTAL GENERAL : 311 574 F

Le budget global de la mairie de Drancy étant en 1974 de 88 967 871 francs, on peut donc constater que le coût de la présence des immigrés représente environ 0,34 % du budget global de 1974.



pour obtenir des statistiques précises. Les seuls chiffres existant sur la répartition français/immigrés concernent l'aide médicale.

Voilà enfin un domaine où nous allons voir clairement le rapport d'immigrés et de Français secourus.

« Ah non ! Nous ne pouvons pas vous communiquer ces chiffres... de toute façon ils ne sont pas significatifs.

— Significatifs de quoi ? Voulez-vous dire que le nombre d'immigrés bénéficiant de cette aide dépasse largement celui des Français ou le contraire ?

— Non, il y a autant de Français bénéficiant de l'aide médicale que d'immigrés.

— Mais pourquoi ne pas nous les fournir ?

Peine perdue, c'est un secret de mairie. Les responsables de la commission immigration sont plus loquaces. Ils nous expliquent la diversité des problèmes posés par la population immigrée, les conflits avec les sociétés gestionnaires de foyers, la grande proportion d'immigrés au chômage (mais ils ne connaissent pas le taux de chômage des immigrés de leur commune), l'augmentation réelle de l'immigration familiale et en concluent ainsi que les immigrés étant dans une situation défavorisée, ils sont les plus nombreux à faire appel aux aides de la municipalité.

Mais, combien font appel à une aide de la commune, et qu'est-ce que ça coûte à la mairie ? Ça, on ne le saura pas parce que les services eux-mêmes ne le savent pas.

Une visite au bureau d'aide sociale de Drancy apporte quelques éléments. Une étude précise a été faite sur les dépenses spécifiques engagées en faveur des immigrés mais ceci... en 1974.

Etude très intéressante au demeurant et dont nous publions ci-contre les éléments puisque ce document municipal fait ressortir que les immigrés coûtaient à l'époque 0,34 % du budget communal !

Sans doute des éléments nouveaux sont intervenus depuis. La crise est passée par là. Mais tout de même ! Que ces 0,34 % se transforment en l'espace de 6 ans en «charges écrasantes» !

Depuis 1974 plus de chiffres précis sauf en ce qui concerne la fréquentation des centres de loisirs et les départs en colonies de vacances où il apparaît que les enfants immigrés à peu de choses près utilisent les services municipaux conformément à la part qu'ils représentent dans la population scolaire.

Un autre camarade est allé enquêter, lui, auprès des municipalités de Bagnolet et de Vitry.

A Vitry, pas d'indications chiffrées sur le coût des immigrés.

Mais à Bagnolet, le chef de service du bureau d'aide sociale s'insurge contre le fait que l'on puisse faire une discrimination dans le budget entre Français et immigrés :

«— Pourtant dans la presse nous avons lu que...

— Quelle presse ? C'est des histoires de journalistes tout ça.

— Dans L'Humanité, nous avons lu que les immigrés représentaient une charge sociale très lourde. Sur quoi vous basez-vous pour dire ça ?

— Vous n'avez pas dû lire ça à propos de Bagnolet, ici nous n'avons pas ce genre de problèmes.

«Sur quoi vous basez-vous ?» Telle est la question qui reste sans réponse. Dans la quasi-totalité des cas observés, aucun calcul n'a été effectué quant aux coûts sociaux comparés des travailleurs français et immigrés.



Alors, sur quoi repose la campagne du PCF sur la prétendue charge sociale que représenteraient les travailleurs immigrés pour les municipalités qu'il contrôle ? Elle ne fait que flatter, sans apporter la moindre preuve, les idées entretenues par l'idéologie ambiante, telles que : les immigrés encombrant les hôpitaux, ou prennent le travail des Français. Mais où sont les faits ? Déclarations virulentes dans la presse, mais excuses bredouillantes dès qu'on réclame la moindre précision.

Ivry : plus du tiers des jeunes immigrés privés de «colo»

dans notre courrier

Racisme : «Proposer des solutions»

Je vous écris au sujet des articles sur le racisme du PCF du numéro 26. J'aimerais vous faire part des diverses questions relatives à cet article, mais aussi de quelques vieux problèmes de racisme que l'on ressent, hélas, dans les boîtes.

Il faut donc non seulement trouver un maximum d'arguments face aux racistes de droite comme de gauche, mais aussi proposer des solutions, notamment aux ouvriers français rendus racistes et qui très souvent, donnent raison au PCF.

L'argument du PCF demandant une répartition des immigrés sur toutes les municipalités est faux, mais pas seulement, comme les statistiques du numéro 27 le démontrent. Il l'est également par le fait qu'il y a aussi des ghettos de travailleurs, tels La Courneuve. Paris est bien un exemple concret de comment la bourgeoisie oblige les ouvriers français et immigrés à loger en banlieue, les loyers parisiens

étant de plus en plus chers. Donc, dans notre contre-attaque, notamment dans le cadre d'assises, c'est bien de politique du logement en France qu'il faut parler.

Cela touche aussi le mot d'ordre du PCF «Fabriquons français».

Une camarade nous a signalé l'étude d'un dirigeant du PCF, Anicet Le Pors, vers 1970, prouvant que le départ de France des immigrés ne résorberait pas le chômage. Pourquoi le PCF ne s'appuie-t-il plus sur cette étude ?

Combien de fois ai-je entendu des ouvriers français me dire : «Les immigrés ne travaillent que pour ensuite se faire pensionner par la Sécurité». Ceci n'est que très partiellement vrai. En fait, les immigrés sont, très souvent, beaucoup plus exposés aux accidents du travail (souvent, mal ou pas du tout déclarés, ils sont donc plus ou moins pensionnés) perdant ainsi toutes leurs économies, les handicapant beaucoup pour retrouver du tra-

vail, mais aussi pour retourner dans leur pays. Voir sur ce dernier point le film italien «Pain et chocolat».

Avec des ouvriers, je me heurte souvent aussi au problème du droit de vote. Ils ont acquis des droits dans leur travail, pourquoi n'auraient-ils pas de droit dans leur vie, notamment pour élire ceux qui nous gouvernent et qui font les lois... racistes.

Mais, il y a aussi le problème des immigrés qui tiennent des commerces et s'enrichissent (habillement par exemple), comment défendre ces immigrés ? Comment ne pas être raciste envers eux ? Là je n'ai pas de réponse, certains sont assimilables à des patrons, je crois ?

Je vous invite donc camarades à me répondre, mais aussi à ce que PLS engage une enquête ; le fait que les lecteurs écrivent ne suffit pas ; on est tous confrontés à des problèmes de racismes, la question c'est comment les résoudre ?

L'ADJOINT au maire d'Ivry-sur-Seine, chargée de la jeunesse, écrivait aux familles le 5 janvier dernier : «Des mesures concrètes pour limiter et faire reculer le poids de l'immigration ont été prises par la municipalité. En ce qui concerne les centres de vacances, un meilleur équilibre sera réalisé par l'application d'un quota de 15 % de jeunes dont les parents sont de nationalité étrangère dans les différents séjours».

Quel équilibre entend donc établir le PCF qui gère cette municipalité ?

«28 % d'enfants de nationalité étrangère fréquentent les écoles» d'Ivry, affirme ce parti quand il part en guerre contre «la concentration des étrangers». Les chiffres communiqués par l'Académie de Créteil sont un peu différents : à Ivry (pour l'année scolaire 1980-1981) 23 % des scolaires de moins de seize ans sont des étrangers. Appliquer les 15 % vient à interdire les colonies de vacances à plus du tiers de ces immigrés scolarisés. Beaucoup de jeunes immigrés n'ont guère l'occasion de partir en vacances, pour «un meilleur équilibre» bon nombre d'entre eux passeront donc l'été à Vitry.

Appliquons la règle proposée par le PCF aux 37 communes de plus de 10 000 habitants du Val-de-Marne, et dans plus d'une sur deux — exactement 19 dont 7 non PCF — des jeunes immigrés seront victimes de la même discrimination.

Mieux, imaginons les vœux du PCF réalisés et la population des jeunes immigrés uniformément répartie dans le Val-de-Marne. Il y aurait alors, dans toutes les communes, 17 % d'élèves étrangers de moins de seize ans. Ce qui voudrait dire qu'avec la règle des 15 %, 12 % des enfants immigrés devraient quitter le département pour pouvoir partir en colonie.

Le PCF ne dit pas «dehors les étrangers», il applique les quotas, c'est plus efficace.

Le groupe ivryen «Solidarité Français-immigrés» dénonce avec vigueur cette mesure raciste. Le MRAP précise qu'une telle mesure «ne peut avoir pour effet que de diviser les communautés et de priver de leurs droits de nombreux enfants dont beaucoup d'ailleurs sont nés en France». Jusqu'à présent, de tels points de vue n'ont pas pu s'exprimer dans le bulletin municipal.

Quelque 250 personnes ont participé samedi 31 janvier au rassemblement de quartier du 19^e arrondissement de Paris. Représentatifs de l'ensemble des forces de la gauche, politique, syndicale et associative, les participants ont débattu des causes de la division des forces populaires et des moyens d'en sortir. De larges convergences sont apparues quant à la nécessité de poursuivre et d'approfondir le débat.

Par François NOLET

«DEBATTRE, UNIR, LUTTER»

Paris : rassemblement de quartier dans le 19^e

L'IDEE de ce rassemblement de quartier a d'abord été lancée par le comité *Union dans les Luttes du 19^e*, seul collectif à appeler en tant que tel. Le problème s'est rapidement posé d'assurer la présence de l'ensemble des composantes qui constituent les forces populaires. Des contacts ont été pris avec l'ensemble des composantes de la gauche, y compris celles qui, pour diverses raisons, ne se seraient pas spontanément associées à une initiative émanant exclusivement de *L'Union dans les Luttes*. C'est ainsi que l'appel a été lancé, outre le Comité pour *L'Union dans les Luttes*, par 71 signataires individuels, représentant la gauche politique (PS, PCF, PSU, PCR), syndicale (militants CGT, CFDT, FEN, UNEF, SNESup), associative (Place des Fêtes-Avenir, SOS-Emploi 19^e, Parents d'élèves, Ecologie 19^e, groupe femmes...), des lycéens, des militants chrétiens, le collectif Radio Libre 19^e...

«Il y a aussi des divisions à la base»

Le forum sur la division politique de la gauche fit ressortir un accord quasi général sur le cadre du débat : si l'ensemble des participants déclarait souhaiter une victoire de la gauche au second tour de l'élection prési-



La maison de quartier, récemment fermée par la police : un lieu de débat qu'il est prévu de relancer.

dentielle, on s'entendait généralement pour considérer que ce problème n'était pas l'enjeu principal du débat, et que le fond du débat consistait dans la recherche des causes profondes de la division, et du moyen de reconstruire une union basée sur les aspirations populaires, de recher-

cher une nouvelle stratégie politique. Claire Bolze (PCF) estime qu'on ne peut se contenter de l'explication qui fait porter l'échec de la gauche sur le compte de la seule division base-sommet. «Il y a aussi des divisions à la base, dont il faut chercher les causes dans la

réalité sociale». Alain Billon (PS) rappelle les aspects positifs d'expériences unitaires comme celle de la marche sur la SOPAD, mais souligne que, face à la division de la gauche, «l'unité d'action est une réponse juste, mais partielle». Un militant du PCF et de la CGT insiste : «La difficulté à s'unir n'est pas seulement un problème de bonne volonté. C'est une lutte longue, difficile, complexe. Au contraire, les partis simplifient. Pour surmonter les divisions, il faut se débarrasser de toute attitude dogmatique, aborder les problèmes au fond. Par exemple, comment concevoir le rapport entre réforme et révolution, dans un pays qui a des traditions démocratiques ? C'est de telles questions qu'il faut débattre, sans schématiser».

«Il ne suffit de battre Giscard, il faut se poser la question : pourquoi faire ? Pour aller où ? Vers quel type de socialisme ?» s'interroge une ex-militante du PCF.

Le débat de la commission sur la division syndicale débutait sur la constatation que l'unité syndicale avait duré plus longtemps que l'unité des partis de gauche, mais qu'il devenait de plus en plus difficile de résister à la cassure produite par la division. Toutefois, cette unité doit pouvoir se reconstituer si l'on

adopte la démarche d'«aller vers la base». On devait également insister sur l'insuffisance de la pratique démocratique de la part des organisations syndicales, citant comme exemple contraire la lutte de la SFP (Société Française de Production) qui prenait toutes ses décisions en assemblée générale.

Rejeter toute politique de bloc

Les divisions ne sont pas seulement le fait de divergences entre confédérations, «il existe des divisions à la base, par exemple entre hommes et femmes, Français et immigrés, divisions accentuées par ceux qui y ont intérêt». Une discussion devait se poursuivre sur la façon de riposter aux divisions français-immigrés. Il ne fut pas toujours facile de faire passer le courant entre les diverses composantes de l'assistance, certains intervenants, particulièrement militants de la CFDT, ayant tendance, après l'affaire de Vitry, à taxer globalement le PCF et la CGT de racisme : une militante CGT devait insister sur la nécessité de dépasser cette vision de bloc, d'en finir avec la conception

Traditions unitaires : une manifestation commune contre le chômage, début 1979.



mythique d'organisations monolithiques.

Préoccupation identique au forum sur les nouvelles pratiques politiques, où l'on s'interrogea sur la coupure existant entre militants et dirigeants politiques. Pas seulement une coupure base-sommet, précisa la discussion : il convenait aussi d'approfondir les types d'approche de la politique (coupures militants/non militants, par exemple). Comment par exemple parvenir à faire le lien entre la politique et la vie quotidienne, certaines composantes du mouvement associatif ayant tendance à rejeter la politique ? Comment promouvoir une nouvelle pratique politique, unitaire, non sectaire ?

Le forum sur les luttes rappela les luttes significatives qui s'étaient menées dans le 19^e ces dernières années, dont la plus nombreuse (1976) fut la mobilisation contre la fermeture du dispensaire Clavel, qui regroupa 1 500 personnes, mobilisées de façon unitaire. Le débat se poursuivit

sur l'expérience de la maison de quartier Place des Fêtes-Avenir, et sur le projet de relancer une maison de quartier : pas seulement pour fournir un local aux associations, mais pour qu'elles s'y investissent en fonction de leur connaissance du quartier, qu'elles tissent des liens entre elles, échangent leurs expériences.

Le débat final en assemblée générale ne put malheureusement pas discuter de façon approfondie toutes les questions évoquées dans les forums, il en ressortit néanmoins une volonté unanime de poursuivre le débat, et une proposition concrète : celle de tenter de remettre sur pied une maison de quartier, de rencontre des militants, des associations, de confrontation de leurs pratiques. Une telle initiative, le regroupement de militants aussi divers, ne s'était pas vue depuis longtemps sur le quartier : un début encourageant.

Des traditions unitaires

La tenue d'un tel rassemblement de quartier avait été rendue possible par l'existence d'une aspiration à l'unité qui s'était déjà manifestée à maintes reprises dans le quartier, y compris depuis l'échec de la gauche aux législatives et le climat de division qui s'est ensuivi.

C'est ainsi qu'en février 1979 une manifestation commune CGT-CFDT pouvait avoir lieu contre les licenciements à la Société française de production, avec une participation de 400 personnes.

C'est autour de la question du chômage qu'a pu se constituer dans le courant de l'année 1979 l'association SOS-Emploi-19^e, qui permit de réunir différentes couches de militants : l'Union Locale CFDT, des syndicalistes de la SFP, de Sofralait, de la Sopad-Nestlé, confrontés au problème des licenciements, des enseignants et parents d'élèves en lutte contre les fermetures de classes... Ces convergences avaient été rendues possibles par l'existence dans le quartier d'un riche tissu associatif, (associations de locataires, de consommateurs, de parents d'élèves...) qui avait noué des liens de solidarité, en particulier par le biais de la maison de quartier Place des Fêtes-Avenir, (réellement expulsée par la police après avoir fonctionné pendant 10 ans). En particulier les associations de parents d'élèves, nombreuses (3 000 à 4 000 adhérents), et actives sont coutumières de l'action commune avec les syndicats d'enseignants. Pendant la grève des instituteurs (mars 1980), des occupations d'écoles conjuguées (parents-enseignants) ont pu avoir lieu,

regroupant dans certains cas jusqu'à 300 personnes.

Un échange d'expériences de lutte contre le chômage a pu en particulier avoir lieu lors de la fête organisée par SOS-Emploi (juillet 1979), où des syndicalistes de Longwy ont retracé leur lutte contre les licenciements massifs programmés dans la sidérurgie lorraine.

La menace de fermeture de la Sopad-Nestlé devait permettre une manifestation des militants représentatifs d'une grande part des forces vives du quartier : avec SOS-Emploi, des syndicalistes CGT-CFDT, des jeunes, des militants du mouvement associatif... ont organisé une «marche sur la SOPAD» avec une participation de 200 personnes. Si cette initiative n'a pu empêcher que des licenciements soient opérés, elle a été l'aboutissement d'un long processus durant lequel des militants de diverses origines ont appris à se connaître, à lutter ensemble, en surmontant les divisions nées de la situation politique. Toutefois, de larges secteurs de la CGT restaient en dehors de telles initiatives, la composante PCF restant généralement en marge d'un tel mouvement.

En juin 1980, une fête de quartier était organisée Place des Fêtes contre les lois racistes, avec la participation de nombreuses associations et le soutien de partis de gauche.

C'est la rencontre du comité Union dans les Luttes du 19^e avec ces différentes forces qui permettra que se tienne une réunion représentative de l'ensemble des sensibilités de la gauche et de l'extrême-gauche.

Cette rubrique est destinée à recevoir les points de vue et les contributions, concernant les nouvelles orientations du Parti. Ce sont des camarades qui s'y expriment et non encore le Parti lui-même, dont le IV^e Congrès délimitera le contenu exact de ces nouvelles orientations. C'est donc dans ce cadre que nous poursuivons la publication d'une série d'articles de Max Cluzot.

La première révolution culturelle socialiste de l'histoire a connu bien des vicissitudes et il sera bien difficile — et tout à fait nécessaire — d'en produire un bilan historique rigoureux. Celui-ci, c'est bien évident, ne saurait être confondu avec les appréciations à l'emporte-pièce, d'une unilatéralité criante, qui se font jour aujourd'hui sous la forme d'une revanche politique intérieure et de règlements de compte méprisables auxquels une partie de la presse et de l'intelligentsia internationale se livre sans retenue.

Mais, pour autant, il ne s'agit pas de renvoyer à la postérité, de laisser à l'Histoire, comme on dit, le soin d'en fournir une appréciation sereine, lorsque les enjeux politiques et idéologiques dont la Révolution culturelle était porteuse, apparaîtront moins actuels. Ce courant marxiste-léniniste ne peut, sauf à gommer son identité, s'offrir le luxe d'une aussi vaste parenthèse — c'est au moment où l'objet Révolution culturelle n'est pas encore refroidi qu'il faut s'interroger.

Y avait-il, en 1966 en Chine, un risque effectif de restauration du capitalisme ?

Et d'abord dans ces quelques questions :

Y avait-il en 1966 un risque effectif de restauration du capitalisme en Chine et quelles conséquences prévisibles pouvaient en découler ?

Toute condamnation de la Révolution culturelle, qui ne se borne pas à recenser les mauvais traitements subis par les opposants à cette révolution, commence par la remise en question de ce risque. La gamme des réponses sur ce point varie, de la négation pure et simple à la thèse de l'exagération de ce risque et de dérapage subjectiviste.

Or, le risque, tel qu'il est envisagé a au moins trois origines.

• une origine externe, représentée par l'évolution de l'Union soviétique et des démocraties populaires, par les thèses internationales du PCUS et la division internationale du travail qu'il préconise d'organiser sous sa direction. L'exemple soviétique ne vaut pas que comme référence, induisant des normes pour l'édification socialiste qu'il serait dangereux de reprendre, il s'agit aussi d'une intervention concrète, qui a ses prolongements dans la société chinoise, dont beaucoup de cadres et d'experts

ont été formés à l'école soviétique dans l'économie, l'armée, le parti.

• une origine, dans la société chinoise elle-même qui, au sortir d'une assez courte période de démocratie nouvelle, s'est engagée dix ans plus tôt dans l'édification socialiste. Or, le faible degré de développement des forces productives, la place limitée occupée par l'industrie dans l'économie nationale, l'appartenance au secteur collectif et non étatique de la plus grande partie de l'agriculture, fondent une certaine fragilité de la base matérielle de cette société de transition. Le poids des habitudes, des anciennes mentalités, des rapports d'influence et de domination, particulièrement à la campagne, rend encore plus sensible l'importance des écarts entre la ville et la campagne, l'ouvrier et le paysan, le travail manuel et intellectuel, les tâches de conception et de direction et les tâches d'exécution.

• une origine dans le parti lui-même, seule force organisée qui dirige le pays, et dont la ligne dirigeante fixe alors le cours de la transformation de la société elle-même. L'enjeu des luttes de ligne dans le parti est compris comme décisif pour l'avenir de la société de transition : avancée dans le socialisme ou régression vers le capitalisme. Or, de graves contradictions sont apparues entre Mao Zedong, Zhou Enlai, et les principaux dirigeants historiques de la Révolution chinoise et de hauts responsables comme le président de la République Liu Shaoqi et le secrétaire général du parti Deng Xiaoping, et ces contradictions portent bien sur le contenu de la politique d'édification socialiste.

Le socialisme, phase de transition

La prise en compte du risque de restauration du capitalisme s'appuie, par-delà la convergence de ces trois facteurs internes et externes, sur une conception du socialisme que l'on peut facilement déduire ; ce socialisme, phase de transition, ne constitue pas un mode de production spécifique. Il est la combinaison de deux modes de production contradictoires, le mode de production capitaliste, encore présent sous le socialisme et dont la persistance se manifeste par la coexistence de secteurs économiques différents : étatique, d'économie collective non

POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS ?

I- La définition marxiste-léniniste (2)

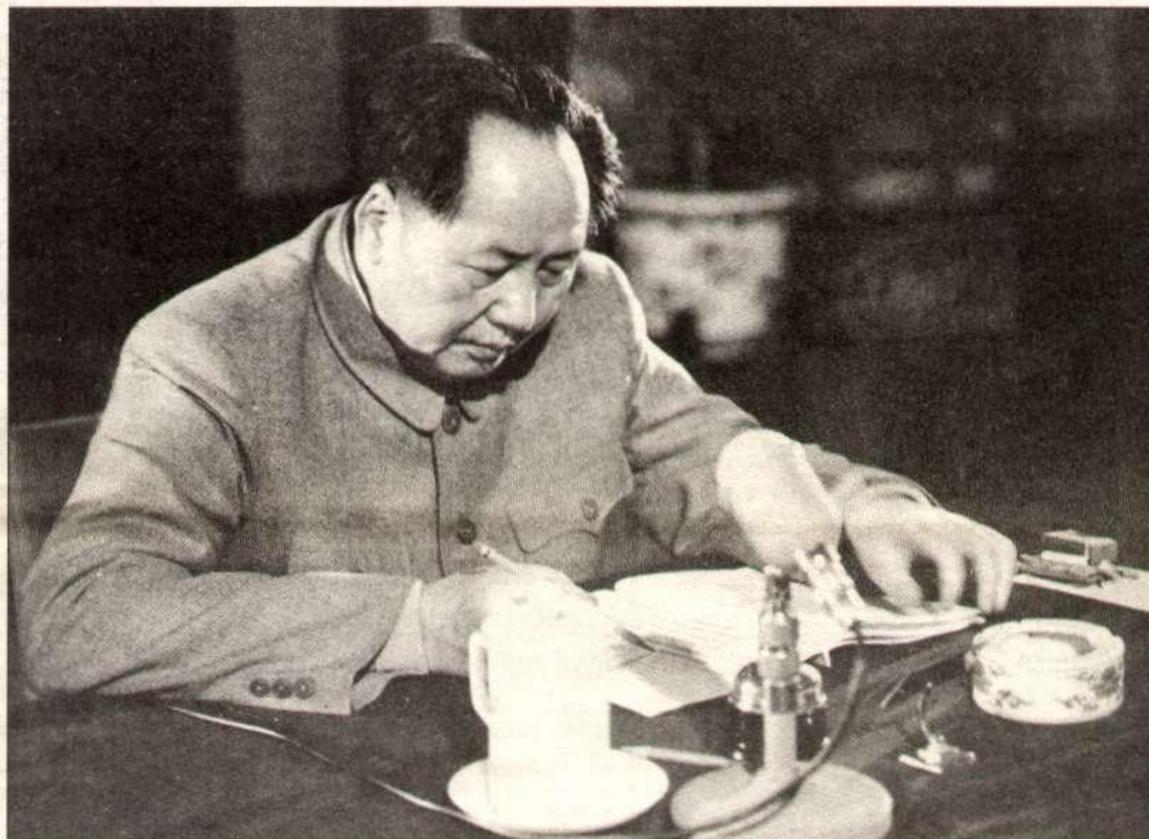
étatisée, privée ; le droit bourgeois dans la répartition, et par le maintien des écarts ; le mode de production communiste dont le socialisme constitue le stade inférieur, et qui se profile à travers la réduction des écarts, le large développement des forces productives libérées par la révolution socialiste et les premières tentatives, par cela, de formation d'un homme nouveau.

Cette conception ne fait pas de la révolution socialiste un acte fondateur d'une société nouvelle qui se développerait harmonieusement et sans lutte interne, le temps et la croissance de la production aidant, en société communiste, lorsque l'essentiel des pays auraient fait à leur tour ce passage au socialisme, elle considère la révolution socialiste comme la condition indispensable d'avènement d'une société de transition, au sein de laquelle rien n'est d'emblée joué, et où on ne sait pas qui l'emportera du socialisme ou du capitalisme. Dans une telle conception, la dynamique essentielle par laquelle s'effectue l'avancée vers le communisme est la réduction des écarts, et une série de luttes de vaste ampleur, de révolutions culturelles par exemple, commande cette avancée.

Il y a bien deux visions de l'histoire qui opposent ces conceptions du socialisme : une vision réglée, arrêtée, statique, où principalement sont significatifs les changements quantitatifs, et particulièrement les données économiques qui sanctionnent les progrès du socialisme, une vision dynamique et dialectique de la réalité du socialisme, pour laquelle les facteurs idéologiques et politiques jouent un rôle essentiel et où le rôle des luttes de ligne n'a pas pour simple enjeu la délimitation des organes de pouvoir, mais constitue l'élément moteur de la transformation de la société. Que cette dernière conception ait donné lieu à une déformation idéologique consistant à nier le rôle de la base matérielle et à affirmer en tout et continuellement la primauté de la superstructure sur l'infrastructure ne change rien à l'affaire, car ce qui est en cause justement, c'est bien ce qui constitue la réalité même de la base matérielle du socialisme : modes de production en conflit, entre lesquels la force de l'habitude, le retard économique, les positions acquises, l'ancienne division du travail jouent en faveur du capitalisme, du mode de production stabilisé, seulement menacé par l'encerclement extérieur et les provocations d'éléments hostiles.

Le déclenchement de la Révolution culturelle

N'est-ce pas en fonction de ces définitions différentes que l'on peut mesurer le risque de restauration du capitalisme qui était indiqué par le déclenchement de la Révolution culturelle ? Le point de départ de cette révolution comme les développements auxquels elle a donné lieu ne correspondent manifestement pas à la conception statique du socialisme ; au nom de cette conception, le danger d'une restauration capitaliste est loin d'être évident en 1966 ; mais du même coup, la délimitation concrète entre la politique révisionniste d'édification socialiste, celle que l'on peut cerner dans les effets matériels du maintien des



Pourquoi c'est en 1966 que le danger de restauration du capitalisme en Chine est apparu aussi grand ?

écarts, dans les effets d'une division rigide technique et sociale du travail, dans l'émergence de couches de dirigeants et de gestionnaires qui présentent, en dehors du rapport juridique à la propriété des moyens de production, tous les attributs du capitalisme moderne et la conception d'un mode de production socialiste homogène et stabilisé, cette délimitation est relativement difficile à produire. Elle repose essentiellement sur une attitude différente face à l'impérialisme et dans l'expression des principes, la fermeté idéologique du parti, dans un autre rapport à la continuité historique du Mouvement Communiste International.

On ne fournit pas, ce faisant, d'explication satisfaisante du phénomène impérialiste qui, dans le cas de l'Union soviétique, va prolonger la restauration du capitalisme effec-

tué, on se borne à le constater, à le combattre sans doute, mais non à en rendre compte. Car à quelle réalité interne renvoie-t-il donc exactement ? Et comment y est-on parvenu ?

Or, manifestement, ce qui fonde le déclenchement de la Révolution culturelle, c'est la volonté d'enrayer le développement d'un processus de restauration capitaliste prenant appui sur les écarts présents dans la société socialiste, c'est le refus d'une stabilisation de cette société, qui pourrait conduire progressivement à cette évolution impérialiste qu'a connu l'Union soviétique, c'est la conviction qu'on ne peut se contenter d'opposer à cette réalité inscrite dans la structure, le barrage d'un corps de principes et d'une idéologie d'Etat.

Quant à savoir, pourquoi c'est à ce moment précis, en 1966, que le

danger est apparu aussi grand, nous n'avons évidemment pas les moyens de le déterminer. Tout cependant semble indiquer que cette première expérience historique de révolution sous le socialisme a été menée sous la pression des faits, de manière en partie empirique. L'incertitude de sa durée, le caractère partiel de la critique de l'évolution suivie par l'URSS, tel qu'il résulte des textes connus de Mao Zedong, les réflexions antérieures sur la solution des contradictions sous le socialisme, publiées par exemple en 1957, donnent crédit à cette hypothèse : le déclenchement de la Révolution culturelle précède la théorisation des formes de la lutte de classes sous le socialisme et des contradictions fondamentales de cette société.

(A suivre)

Max CLUZOT

AURILLAC (CANTAL)

Lafa, Sauvagnat : SE BATTRE POUR GARDER L'EMPLOI, UNE QUESTION DE SURVIE

Le 23 janvier dernier, M. Lafargue, le directeur de l'usine Lafa adressait à ses salariés une lettre-circulaire aux termes menaçants. Il s'agissait de «mettre urgemment en œuvre les mesures vitales qui assureront le redressement de l'entreprise». Autrement dit, «diminution du temps de base», et ce à partir du lundi 26 janvier. Tous ceux qui s'aviseraient de refuser ces «obligations devenant contractuelles» seraient mis à la porte pour rupture du contrat de travail ! Avec évidemment un couplet sur «la sauvegarde de vos propres intérêts».

De notre correspondant à Aurillac

L'ANNEE commençait mal, d'autant plus que chacun, dans l'usine et plus large-

ment savait bien que des licenciements allaient tomber. Avant même que la liste nominative des

139 travailleurs désignés ne soit connue, la question de la lutte était posée. Lors d'une assemblée générale houleuse, la veille, de nombreux ouvriers avaient déjà insisté pour qu'on réagisse sans attendre qu'il soit trop tard. On envisageait déjà la possibilité de paralyser l'usine.

Un choix scientifique...

Le jeudi, la liste nominative tombait avec une explication gratinée de la direction sur le choix des sacrifiés. «Pas de règlement de compte» avait-elle dit, mais un travail scientifique !

«Cette désignation particulièrement délicate a été fondée sur la notion essentielle de l'aptitude professionnelle la moins élevée, modulée éventuellement par les charges de famille et l'ancienneté. L'aptitude professionnelle a été en effet jugée essentielle, car les 660 emplois permanents qui doivent subsister dans l'entreprise doivent être tenus par les plus aptes pour que l'entreprise redevenue compétitive et par conséquent soit à même de leur assurer un avenir convenable et que nous espérons et voulons durable».

Tout le monde a donc été noté par ses chefs de 1 à 5, en suivant ces critères : respect des consignes de travail, qualité et

quantité de travail fourni, facultés d'assimilation et de coopération ! Le tout coiffé par une commission de contrôle pour vérifier qu'il n'y a pas d'abus... Travailleurs qui n'êtes pas licenciés, vous ne perdez pas grand chose ! Ceux qui partent sont de mauvais éléments, après ce nettoyage votre emploi est garanti ! Ce discours de division, sous ses airs de justice, allait jusqu'à légitimer les licenciements de six élus CGT par le fait que si on les avait épargnés, d'autres, des pères de famille peut-être, auraient été sacrifiés à leur place !

Licencié ou pas, tous dans la rue

Ce discours n'a pas eu l'effet escompté, loin s'en faut. Quelques minutes après la communication de la liste, débrayages massifs dans les trois unités, Sistrières, Firminy et Bargues. Licencié ou pas, on sort des bâtiments, on part bloquer le carrefour du boulevard de Violenc. A dix heures, des piquets de grève sont installés, tandis que les cadres et la direction sont bloqués. Les gars de chez Sauvagnat, entreprise qui fabrique des parapluies et du mobilier de jardin, sont mis dans le coup, et à seize heures, une grande manifestation réunit tout le monde sous les fenêtres de la Préfecture.

Les gardes mobiles

Piquets de grève, usine occupée, solidarité des ouvriers d'autres usines, menacés comme eux, cadres retenus, tout cela fait beaucoup pour la direction, qui demande et obtient bien sûr, que les gardes mobiles viennent évacuer les ouvriers. Dans la nuit de jeudi à vendredi, à 2 heures du matin, ils expulsent les grévistes.

Une question de survie !

On n'en restera certainement pas là ! La situation de l'emploi sur Aurillac et tout le Cantal est telle qu'à l'angoisse du chômage s'est ajoutée la colère. 139 emplois ici, c'est énorme, d'autant que la situation est aussi grave pour les quelques rares autres usines de la ville. Pour la population d'Aurillac, la lutte chez Lafa et Sauvagnat, c'est presque une question de survie !

LE CANTAL, DÉSERT VERT... BIENTÔT AUTANT DE CHÔMEURS QUE D'OUVRIERS ?

Aurillac, dans le Cantal. Depuis plusieurs mois, on en parlait, mais on ne savait pas. Et la semaine dernière, les choses se sont précipitées. 139 licenciements, avec cette fois le nom des ouvriers rayés de l'usine, chez Lafa, une fabrique de meubles, la plus importante boîte de la ville, et du département. Chez Sauvagnat le numéro un du parapluie, la situation n'est guère plus brillante. Il y a eu, voilà quelques mois, plusieurs dizaines de licenciements, et aujourd'hui les stocks s'accumulent et ne s'écoulent pas. Chez Dejou-Fenies, une petite fabrique de jouets en bois et d'ameublement, on s'achemine presque à coup sûr vers le dépôt de bilan, après une tentative douteuse de reprise de l'usine. Et chez Abeil, une petite boîte d'édition, le patron, qui a affronté une grève de plusieurs semaines, envisage tout simplement de déménager dans la région Rhône-Alpes... Au train où vont les choses, d'ici peu, il risque d'y avoir à Aurillac plus de chômeurs que d'ouvriers actifs !

L'angoisse s'installe

Comment s'étonner de l'angoisse qui s'installe ? Aurillac, c'était encore le seul endroit du Cantal qui ne dépérissait pas à vue d'œil. C'est que partout ailleurs, depuis une trentaine d'années, c'était l'hémorragie. En vingt ans, le département a perdu 50 000 habitants. Aujourd'hui,

d'ici, sa population totale atteint à peine 160 000 habitants, l'équivalent, approximativement, d'une ville comme Clermont-Ferrand. Chaque jour, depuis cinq ans, un paysan quitte le Cantal : 2 000 emplois ont disparu de la campagne. Entre 1962 et 1975, l'ensemble des communes rurales du Cantal a perdu 16 % de sa population.

Où sont-ils allés, tous ces paysans qui ne pouvaient plus tenir sur leurs terres ? Pour une part à Aurillac, qui est passé de 27 000 habitants en 1962 à 35 000 en 1975, et qui aujourd'hui, avec l'agglomération du Bassin, en compte environ 45 000. Pendant une période, il a fallu construire, et le bâtiment a été relativement florissant. Mais aujourd'hui, beaucoup d'entreprises du bâtiment ont fait faillite, laissant sur place les ouvriers qu'elles avaient pu attirer.

Très peu d'industries

Aurillac, ce n'est guère une ville industrielle. C'est plutôt le tertiaire qui s'est développé, l'administration. Les industries y sont très faibles, et concentrent pratiquement la moitié des ouvriers du département : 3 400, sur les 7 300 emplois industriels se trouvent à Aurillac et dans le Bassin. Globalement, et malgré l'énorme exode rural, le poids de l'agriculture demeure important : 18 000 personnes travaillent en-

core tant bien que mal dans ce secteur, même si les emplois du tertiaire l'ont dépassé, avec ses 28 000 salariés.

Aurillac, c'était le dernier espoir

Quant au chômage, il atteint les 5 000, bientôt autant que le nombre d'ouvriers. Et les prévisions ne sont pas optimistes. Si l'industrie ferme, que va-t-il se passer ? L'INSEE annonce que 4 000 emplois vont disparaître d'ici à 1986 dans les campagnes du Cantal. Aurillac sera-t-il à même de fournir du travail à ces milliers de nouveaux chômeurs ? On peut en douter, à l'heure où les quatre entreprises qui comptent un peu dans la ville, ferment, licencient, ou s'apprête à le faire... Aurillac, qui constituait ces dernières années le dernier espoir de survie pour le département...

Les handicaps naturels et les autres

Bien sûr, objectent les industriels, le désenclavement du Cantal par la R.N. 9, ça n'a rien changé. Le département, avec ses routes difficiles, avec ses neiges qui durent, ses températures parfois très basses, n'est pas facilement accessible. Comprenez que les coûts de produc-

tion et de transport, dans ces conditions, grimpent. Et ils y vont de leur couplet sur les handicaps naturels du département, ses routes qui sont agréables l'été pour les touristes, mais impraticables pour l'industrie. Cela ne les empêche pas, comme les patrons de Lafa, de faire venir par centaines des chaises en bois d'Italie, auxquelles il ne reste plus qu'à mettre l'estampille de la maison. Du bois, pourtant, ce n'est pas ce qui manque dans le coin : le quart de la superficie du Cantal est constitué de forêts !

Pour les gens du pays, c'est là une aberration !

Refuser

Alors, que va-t-il rester du Cantal, si cela continue ? Un grand désert vert, avec de magnifiques forêts, un endroit idéal pour le tourisme ? En Auvergne le chômage monte de 12 % par an. Le Cantal, on le voit, n'est pas épargné. La désertification du département, c'est apparemment la pente sur laquelle les pouvoirs publics laissent aller les choses. Bien sûr, s'il y a de moins en moins de monde, si les gens partent, il risque de ne pas y avoir tant de chômeurs... Une solution que les ouvriers de Lafa et de Sauvagnat refusent. Dans leurs manifestations de jeudi dernier, ils criaient, sous les murs de la préfecture, que le Cantal doit vivre.

Augmentation du prix de l'essence

LES ROYALTIES DE L'ETAT FRANÇAIS

Pour la troisième fois en un an, les prix de l'essence sont réajustés en hausse.

Motif officiel : la répercussion des hausses de brut décidées à Bali en décembre dernier. Mais ce que l'on dit moins, c'est que l'Etat a engrangé l'an passé 80 milliards de francs en impôts sur le carburant. Soit à peu de choses près le coût de la totalité du pétrole brut importé.

Par Jean JAULIN

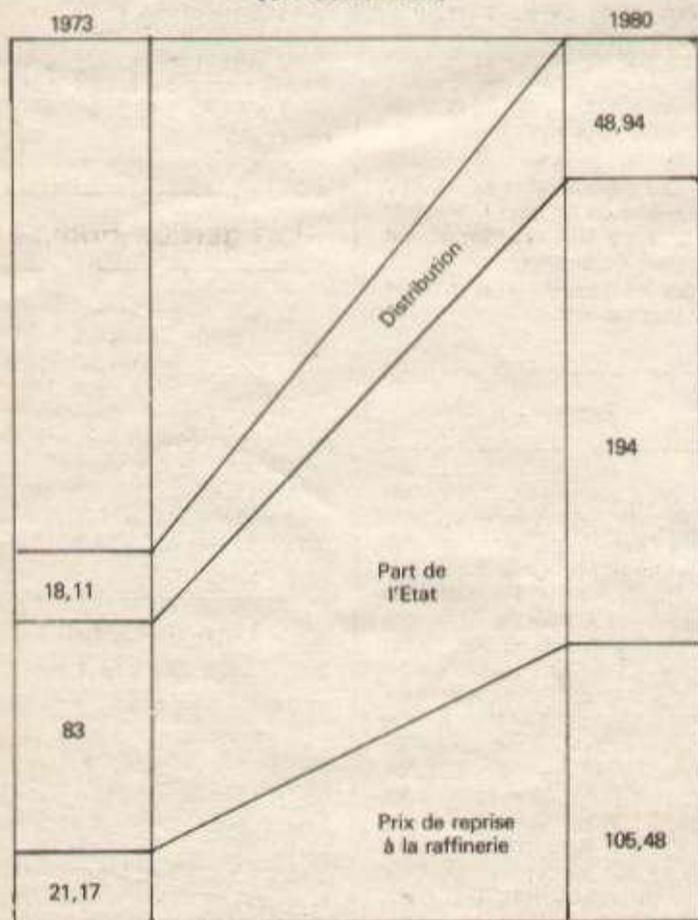
VOILA donc annoncée la couleur. Le prix de l'essence doit s'ajuster pour épercuter les hausses de brut décidées à Bali en décembre dernier (+ 8 %). Ainsi depuis 1973, le prix de l'essence sera passé de 121 centimes le litre à 327 centimes en 1980 et pourrait atteindre 400 centimes à la fin de l'année 1981. Cette hausse de 200 % en sept ans doit être rapportée bien sûr au coût d'importation du brut dont les prix de 5,12 dollars par baril ont bondi à 30 dollars en moyenne durant la même

période. Conclusion logique, les 200 % comparés aux 500 % d'augmentation du brut n'ont rien d'anormal. Or les choses ne sont pas si simples. Plusieurs éléments doivent être pris en compte.

L'impôt pétrolier

Le premier tient au fait que le litre de super se décompose en plusieurs parts. Une première partie revient aux pays produc-

Décomposition du prix moyen à la pompe (en centimes)



C'est dans le prix de reprise à la raffinerie qu'apparaît la part des pays producteurs. Celle-ci représentait en 1978 moins de 30 % du prix d'une tonne de carburant.

BRUT : UNE PART CONSTANTE DU PNB

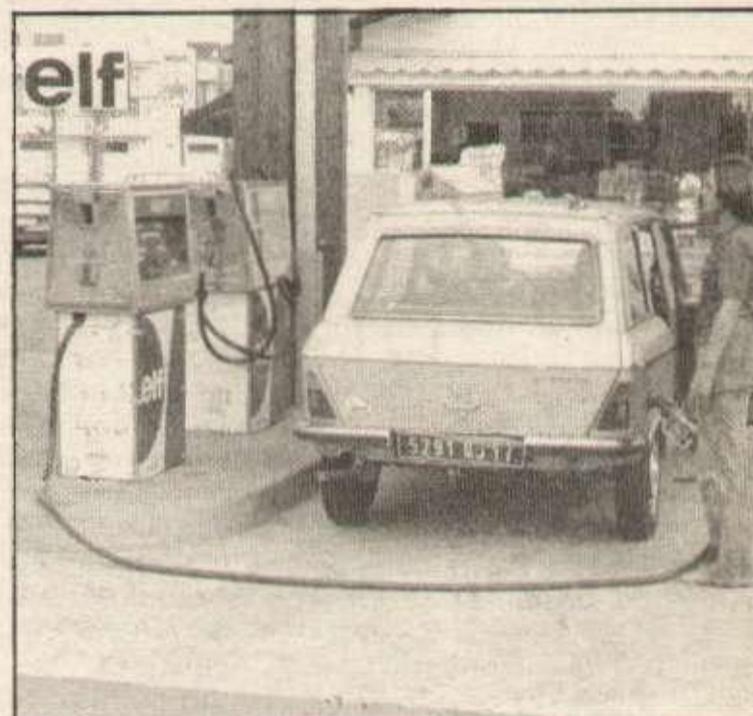
Le prix du pétrole brut augmente certes. Mais dans le même temps, le Produit National Brut (PNB), évalué en francs courants, augmente aussi, ne serait-ce qu'à cause de l'inflation.

On peut donc se poser la question de savoir si le pétrole brut représente une part toujours supérieure de cette richesse produite, ce que laissent entendre les commentaires officiels (la «ponction pétrolière»). Un simple calcul donne des résultats surprenants.

La facture pétrolière, en proportion du PNB, ne représente pas plus en 1980 qu'en 1974. A savoir qu'il faut toujours consacrer 3,5 % de la masse d'heure de travail annuel pour le paiement de la facture pétrolière.

teurs. Une deuxième part aux compagnies pétrolières qui acheminent le brut, le raffinent et le distribuent, et la troisième sous forme de taxes et impôts qui rentrent directement dans les caisses de l'Etat. Dans l'hypothèse où seules sont répercutées les hausses justifiées des pays producteurs de pétrole, ce n'est donc qu'une faible part du litre d'essence qui est concernée (voir graphique).

L'augmentation du prix du brut joue bien comme on peut le voir sur le graphique, mais dans



des proportions limitées.

En réalité l'Etat français continue d'être le principal bénéficiaire de la vente des produits pétroliers et plus particulièrement pour l'essence dont il accapare près de 60 % soit sous forme de TVA, soit sous la forme de l'impôt intérieur sur les produits pétroliers qui s'est accru de + 35 % par an ces trois dernières années. Globalement, l'ensemble de la fiscalité pétrolière a permis à l'Etat de s'assurer près de 80 milliards de francs en 1980, soit deux fois l'impôt sur les sociétés ! Le roi Giscard est ainsi le premier roi du pétrole et on sait qu'il utilise grandement ce pouvoir à la fois pour discréditer les pays arabes, à la fois comme d'un argument électoral envers les automobilistes qui auraient «la chance de ne pas voir se répercuter intégralement les hausses de Bali».

Quand le dollar s'en mêle

Un deuxième facteur intervient sur le chemin qui mène des pays

producteurs à la pompe des détaillants. Il s'agit des phénomènes monétaires remis à l'ordre du jour depuis la montée du dollar-Reagan. Le pétrole étant payé en dollar, une simple hausse du dollar par rapport au franc contribue à alourdir d'autant la facture pétrolière. Etant passé de 4,40 francs à 4,60 en l'espace d'un mois, il ne serait pas étonnant qu'une partie de la hausse soit justifiée officiellement par cet effet dollar. Ce serait oublier que de 1975 à 1980, c'est l'effet inverse qui a joué. La valeur moyenne du dollar, qui était de 4,60 francs en 1974 a baissé à 4,20 francs les années suivantes contribuant à minorer fortement la facture pétrolière. Celle-ci, calculée en francs constants (c'est-à-dire en enlevant la dépréciation du franc compte tenu de l'inflation) a baissé de 27 % entre 1974 et 1978.

Et pourtant, cela ne s'est pas traduit pendant cette période par une baisse, ni même par un ralentissement de la hausse du prix du carburant !

Vers la liberté totale des prix du pétrole raffiné ?

Les profits des compagnies pétrolières connaissent des niveaux records depuis plusieurs années. Elf-Aquitaine ne vient-elle pas d'annoncer un bénéfice consolidé de six milliards de francs pour 1980 ? Mais, non content de cela, Albin Chalandon s'est fait le défenseur des discrètes compagnies étrangères en demandant la liberté totale des prix des carburants, liberté justifiée selon lui par les énormes investissements engagés par les raffineries pour leur redéploiement énergétique (nucléaire, charbon...) Ceci bien sûr conduirait à une forte augmentation des prix de l'essence. Ce que le gouvernement ne peut se permettre dans l'immédiat.

Mais rien ne dit qu'après les élections, la voie tracée par le lobby pétrolier ne l'emporte. Cela serait en outre cohérent avec l'apparition d'un nouvel indice de prix, calculé celui-ci par l'IPECODE, cet institut patronal récemment créé pour casser le monopole de l'INSEE.

Quelle surprise ne peut-on s'empêcher de manifester en apprenant que la hausse des prix aurait été l'an passé de 11,9 % contre 13,6 % selon l'INSEE et 15,6 pour l'indice CGT. Son secret consiste à minimiser les hausses «imposées de l'extérieur». En l'occurrence le pétrole dont l'effet sur la hausse générale des prix peut être évalué de

l'ordre de 2,3 % (sur 13,6 % l'effet est donc bien mince !). Apparemment utile dans sa volonté de montrer le caractère principalement interne de l'inflation, il pourrait s'avérer une arme redoutable dans les mains d'un patronat soucieux d'en finir avec l'indexation des salaires sur le niveau d'inflation. Jusque là mesuré à l'aide de l'indice INSEE déjà bien contesté, on voit venir le jour où le CNPF proposera «d'aménager» l'indexation des salaires. Or, le poste combustibles et énergie représentant 10 % du budget des ménages, ne serait-ce pas un premier moyen de rompre la ligne Maginot du «maintien strict du pouvoir d'achat» ?

Rhône-Poulenc Textile (RPT) continue à licencier. C'est ce que vient de confirmer Jean Gaudois — son PDG — lors d'une conférence de presse tenue à Paris le 21 janvier dernier. Avec 3 500 nouvelles suppressions d'emploi, le n° 1 de l'industrie chimique française reste d'abord n° 1 dans les licenciements.

Qu'on en juge : de 27 000 salariés en 1973 les effectifs avaient plongé à 8 000 l'an passé. Le dernier plan de dégraissage en cours confirme l'hécatombe puisque le groupe ne comptera plus que 2 700 emplois l'an prochain.

Que se passe-t-il ? De la crise latente du textile français l'opinion commune veut que d'abord en soient responsables les pays du Tiers Monde dits «à bas-salaires». Les actuels déboires de RPT viennent rompre la vieille ficelle : premiers responsables : les USA qui ont accru de 45 % leurs exportations de fibres synthétiques en France. Et l'offensive d'outre-atlantique n'est pas près de s'assagir. Cependant, d'autres raisons concourent aux difficultés des industries textiles.

Par Jean JAULIN

POUR comprendre la situation dramatique du textile en France, il convient de distinguer deux choses : la partie habillement d'abord, les activités en amont d'autre part (à savoir essentiellement les fibres dont près de la moitié sont synthétiques c'est-à-dire fabriquées à partir de dérivés du pétrole dans des unités chimiques comme celles précisément de RPT). Les deux secteurs réunis forment ce qu'on appelle la filière textile proprement dite à laquelle il convient d'ajouter la fabrication des machines textiles si l'on veut saisir notamment un des facteurs de la puissance du textile allemand.

En sens inverse, la France est traditionnellement exportatrice de vêtements de haut de gamme. Ses grandes marques envahissent les marchés du monde entier contribuant à équilibrer quasiment ses importations. Par contre, il est réel que la production de vêtements a baissé depuis 2 ans. Mais il faut en voir la raison principale dans la baisse de la consommation sur le marché français (moins 2 % en 1980). Sans doute là encore une des conséquences du «maintien strict du pouvoir d'achat» cher à Barre.

L'offensive des USA

La mauvaise situation en aval ne pouvait avoir que des répercussions négatives dans le secteur textile proprement dit.

Et c'est le secteur qui est aujourd'hui le plus touché. Deux raisons à cela : bien sûr le fait que la demande de produits textiles stagne depuis le début de la crise.

Mais ce n'est pas tout. En effet, le marché français est devenu un véritable gruyère vis-à-vis de ses «partenaires» occidentaux. Or le plus gourmand se révèle être les USA qui disposent dans ce domaine du cinquième de l'appareil productif mondial et lancent, depuis 1978, une véritable offensive sur les marchés étrangers après avoir reconverti leurs entreprises dans le vieux Sud à la recherche de la main-d'œuvre immigrée mexicaine sous-payée.

De la sorte, les besoins du marché intérieur français sont couverts maintenant à plus de 50 % par les importations (62 % pour les tissus de coton), les chiffres les plus spectaculaires touchant justement les textiles artificiels. De 1973 à 1980, leurs importations sont passées de 41 % à 61 % de la consommation nationale. Les Américains à eux seuls ont accru leurs exportations de ... 45 % en l'espace d'une seule année !

3 500 suppressions d'emplois à Rhône Poulenc Textile

QUAND LE «TIERS-MONDE» S'APPELLE «USA»



Le député Limouzy, rapporteur d'une commission d'enquête, faisant une démonstration devant ses collègues. Sujet du jour... «les importations sauvages».

Qui s'habille à Hong-Kong ?

La particularité du textile français tient à la forte hétérogénéité des deux branches dans tous les domaines. Le premier est traditionnellement plus morcelé en petites entreprises, même si par ailleurs la situation évolue nettement depuis quelques années avec les multiples opérations de restructuration des frères Willot.

Or c'est dans ce secteur de l'habillement qu'on retrouve la sacro-sainte idée de l'«invasion» des produits du Tiers-Monde. En réalité la multiplication des accords internationaux de protection douanière réduit considérablement l'impact des exportations de pays comme la Corée du Sud, Hong-Kong ou l'Inde. Ainsi, globalement, ils ne représentent guère que 30 % des importations françaises, contre 70 % en provenance des autres pays capitalistes développés. En outre, les pays du Tiers-Monde n'exportent que des vêtements très banalisés tels que les chemisiers à bon marché ou les sous-vêtements, ne représentant qu'une partie des achats de vêtement.

Un million d'emplois supprimés en Europe

«Le Tiers-Monde responsable de l'actuelle crise» est donc une pilule difficile à faire admettre (globalement moins d'un vêtement sur cinq vendu en France) même si avec les bas salaires les travailleurs sont obligés de s'habiller à bas prix comme une enquête de l'INSEE l'a révélé dans le cours de l'année 1980.

Par contre une gigantesque entreprise de rationalisation est entreprise dans les pays capitalistes à l'instar de la RFA qui n'a pas hésité à liquider 200 000 emplois tandis que la productivité augmentait de 74 %, nettement plus que celle de l'industrie allemande dans son ensemble (42 %).

Tous les pays européens sont touchés. Un million d'emplois ont été supprimés dans cette

branche depuis 10 ans et les 2,3 millions restants ont toutes les raisons de s'inquiéter au point d'avoir organisé une grève générale européenne le 2 décembre dernier.

En France, les 600 000 salariés du textile-habillement devraient voir fondre leurs effectifs à raison de 2 000 licenciements par mois, vient-on d'apprendre ! Certes, un plan textile a été arrêté par le gouvernement en novembre dernier. Sa grande idée consiste à dégager un milliard d'investissements supplémentaires pour mettre en œuvre «une stratégie internationale de développement des entreprises françaises». Ceci correspond à un plan de rationalisation à moindre frais de l'industrie française, qui, s'il peut satisfaire l'appétit financier du patronat, aura plutôt comme conséquence celle que l'on voit mise en œuvre dans les récentes décisions de RPT : de nouveaux licenciements. Pour reprendre l'expression du journal patronal *La Vie Française*, dans sa rubrique «redéploiement» : après l'acier le textile...

Quand le complet-veston s'appelle ordinateur

Il faut rajouter une chose. RPT avait reçu de sa maison-mère — le groupe Rhône-Poulenc — les moyens financiers d'une véritable modernisation.

Ayant échoué face au dumping américain, il décide de se contenter d'un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs réalisés dans ses trois unités ultra-modernes d'Arras, Valence et Gauthy après s'être dégagé à Besançon, La Voulte et fermé définitivement Lyon-Vaise et Vaulx-en-Velin.

Le groupe Rhône-Poulenc aura alors les mains libres pour «foncer» sur ses «secteurs d'avenir» : pharmacie, électronique, alimentation animale, chimie fine... Comme vient de le confirmer sa récente inauguration d'une usine de composants électroniques à Salindre dans le Gard. Le textile est finalement une bonne illustration des enjeux de la crise et du redéploiement à la française.

POLOGNE : LA FERMETÉ PAIE TOUJOURS

L'épreuve de force engagée par le gouvernement polonais se termine par une victoire de Solidarité

Un accord est intervenu samedi dernier entre le gouvernement polonais et le syndicat Solidarité, notamment sur la question des samedis «libres». Cet accord, qui sanctionne en outre un premier recul du gouvernement Kania sur la question des possibilités d'accès de Solidarité aux médias, ne répond par contre ni aux exigences des paysans polonais concernant la reconnaissance du syndicat Solidarité rurale, ni à celle des habitants de plusieurs voïvodies (préfectures) réclamant le départ de responsables locaux corrompus.

Par ailleurs, l'URSS vient d'aggraver brutalement ses attaques contre Solidarité, en l'assimilant pour la première fois dans son ensemble aux «éléments antisocialistes».

Une intervention soviétique était-elle prévue le 7 décembre 1980 ?

Le quotidien genevois *La Suisse* affirme, dans son édition du 31 janvier, qu'une intervention soviétique devait avoir lieu dans la nuit du 7 au 8 décembre 1980.

C'est sur la base de documents photographiques montrant notamment un village de tentes près des frontières orientales de la Pologne, qu'une telle certitude a été acquise, selon les propos que Brzezinski, ancien secrétaire à la défense de Carter, a tenus au journal suisse.

L'agence Tass a bien entendu apporté un démenti à ce «mensonge grossier et éhonté», et l'on ne saura sans doute jamais ce qu'il en a été exactement.

Mais il est intéressant de prendre connaissance de la façon dont, selon l'OTAN, l'Union Soviétique envisagerait d'intervenir. Cela se déroulerait en trois temps :

- 1) La milice polonaise procéderait à une vague d'arrestations, les principales villes seraient isolées et les frontières fermées simultanément.
- 2) La résistance d'une partie de Solidarité demeurerait alors prétexte à un appel à l'aide aux forces du Pacte de Varsovie.
- 3) Ces troupes pénétreraient en Pologne.

DEPUIS la première quinzaine de janvier, la question des samedis libres occupe une place importante dans la série d'affrontements entre le syndicat Solidarité et le gouvernement polonais.

Responsabilité de Solidarité...

Le gouvernement polonais, lors des accords de Gdansk, s'était engagé à supprimer le travail le samedi à partir du début de l'année 1981. L'épreuve de force s'est engagée à la suite du refus du gouvernement Kania de tenir cet engagement. Or, dès le début des discussions, Solidarité, conscient des difficultés économiques de la Pologne, proposait le compromis suivant : reporter la mise en place de la semaine de 40 heures à 1982, et se contenter pour cette année de semaines de 41 h 30, correspondant à un samedi travaillé sur quatre.

...Intransigeance du gouvernement polonais...

Mais cette ouverture du syndicat s'est heurtée d'emblée à un refus catégorique du gouvernement. En se montrant intransigeant sur cette revendication, au départ économique, il s'agissait manifestement pour le pouvoir polonais de diviser Solidarité en jouant sur les difficultés économiques de la Pologne et de porter un coup décisif à sa crédibilité en l'obligeant à reculer.

L'épreuve de force commençait, voulue délibérément par l'équipe au pouvoir qui pour la première fois, menaçait le syndicat d'un recours à la force: «*le chaos et l'anarchie s'introduisent dans la vie de l'Etat, mettant en danger le sort de la patrie. (...) Le conseil des ministres sera contraint, au cas où la situation actuelle se perpétuerait, à prendre les décisions indispensables qui pourraient favoriser le fonctionnement normal des entreprises.*»

Une autre menace, moins directe mais tout aussi explicite, s'est fait jour sous la plume du procureur général de Pologne qui, dans un communiqué de l'agence de presse polonaise, a rappelé que «*toute occupation d'un édifice public, toute entrave au travail, toute diffusion de bulletins non soumis à la censure, relevait du Code Pénal et était passible de prison.*» Suivait le détail des peines encourues : 2 ans pour l'occupation d'un édifice public, 5 ans pour «entrave à la liberté du travail», 3 à 15 ans pour quiconque provoque des perturbations dans la production ou dans le fonctionnement des moyens de transport...

Voilà qui prouve, s'il en était encore besoin, que le gouvernement polonais, comme dans n'importe quel pays capitaliste, ne négocie et ne recule que sous la pression des travailleurs et du syndicat. Dès qu'il pense avoir trouvé le moyen de faire céder le syndicat, ce sont la menace et la force qui sont employées.

...Et menaces soviétiques

Menaces et pressions relayées par le vigilant «grand frère». L'URSS ne peut en effet qu'être inquiète de la tournure prise par les événements, ce qui explique l'aggravation très inquiétante des menaces contre Solidarité. Après avoir dénoncé la présence «*d'éléments anti-socialistes*» dans les rangs de Solidarité, après s'en être pris au KOR, accusé notamment d'infiltrer le syndicat, elle vient de mettre officiellement sur le même plan la direction de Solidarité, et les «*éléments anti-socialistes*». Ces propos, complétés par un communiqué de l'agence Tass du 1^{er} février, sont tenus alors que la Pologne est toujours sous la menace d'une intervention imminente des troupes soviétiques, alors que des bruits persistants font état d'une intervention prévue puis annulée le 7 décembre 1980 (cf encart).

Par Gilles DACROIX

La fermeté paie

Face à toutes ces pressions, Solidarité a montré une fois de plus que son sens des responsabilités est toujours lié à une fermeté intransigeante sur le fond de ses revendications.

La «grève d'avertissement» jeudi, notamment à Gdansk et à Radom, la paralysie, vendredi, de Varsovie pendant quatre heures, donnaient la mesure de ce qu'aurait pu être la grève générale d'une heure, prévue initialement par le syndicat le 3 février.

Le gouvernement polonais a préféré ne pas attendre pour voir... D'autant que l'appel de Solidarité à ne pas aller travailler samedi avait été plus suivi encore que le samedi 10, précédent samedi déclaré «libre» par le syndicat, montrant que ce dernier était loin d'être divisé sur cette question.

Le gouvernement polonais a donc dû négocier. Et ce simple fait constitue une victoire pour le syndicat Solidarité, puisque la position de départ du gouvernement était le refus de négocier, la recherche de l'épreuve de force.

Le contenu des accords eux-mêmes, signés dans la nuit du 31 janvier, constitue par ailleurs un acquis non négligeable pour les travailleurs polonais. Sur la question des samedis tout d'abord. C'est finalement sur la base du compromis proposé initialement par Solidarité que s'est fait l'accord : il n'y aura qu'un samedi travaillé par mois. Mais la semaine sera en moyenne de 42 heures, et non de 41 h 30, puisque Solidarité a appelé à travailler huit heures, et non six comme c'était l'habitude le samedi.

Un premier pas important a également été fait en ce qui concerne l'accès de Solidarité aux médias. C'est ainsi que des débats contradictoires, avec la présence de Solidarité auront lieu, sur les grands problèmes socio-économiques. Un premier débat de ce type a d'ailleurs été diffusé le 27 janvier à la télévision polonaise sur la question des samedis.

Par ailleurs, une émission télévisée sera consacrée chaque semaine à la vie syndicale. La radio et la télévision, que ce soit au plan national ou régional, devront donner une information «exhaustive» des décisions et

communiqués du syndicat. Ce qui a d'ailleurs été appliqué dès dimanche, à l'occasion de la réunion de la commission nationale de Solidarité. Enfin Solidarité pourra faire paraître un hebdomadaire national tiré à 500 000 exemplaires, et huit périodiques régionaux.

Deux questions en suspens

Mais il y a deux questions importantes qui n'ont toujours pas reçu de réponses. Tout d'abord celle du limogeage des dirigeants locaux corrompus. Cette exigence est désormais affirmée un peu partout, et à Jelenia Gora, dans le sud-est de la Pologne, c'est le ministre des affaires syndicales, ancien premier secrétaire de la voïvodie, qui est sur la sellette.

La deuxième question, celle de la reconnaissance du syndicat Solidarité rurale, risque d'être au centre des prochains affrontements entre Solidarité et le gouvernement polonais.

Depuis le 31 décembre, des membres de Solidarité rurale occupent la mairie de Rzeszow, pour obtenir la légalisation de leur mouvement. Le jeudi 29, alors que la ville en était à son deuxième jour de grève générale, Lech Walesa et la direction nationale de Solidarité étaient venus apporter le soutien du syndicat à un mouvement qui concerne la moitié de la population.

Si le gouvernement reste si intransigeant sur cette revendication Kania traitant de «*réactionnaires*» les syndicats paysans, c'est sans doute aussi qu'il perçoit que l'unité qui est en train de s'approfondir entre les ouvriers et les paysans polonais, renforce la cohésion du peuple polonais tout entier face au gouvernement.

Les accords ont été signés, mais la situation reste très tendue. Dimanche soir, la commission nationale de Solidarité a indiqué que l'accord, «*loin de répondre aux attentes de la société*», était considéré comme «*une première étape de la lutte pour la satisfaction de nos revendications*».

Plus que jamais, la vigilance est de mise, car le gouvernement polonais, et l'Union Soviétique ne reculeront peut-être pas toujours ainsi sans réagir. ■

Suarez s'en est allé par surprise, comme il était apparu sur le devant de la scène politique espagnole, tiré par le roi d'un obscur et déjà désuet «ministère du Mouvement», c'est-à-dire de la phalange. Suarez a démissionné de façon impromptue, sans en expliquer les véritables raisons laissant ainsi libre cours à toutes les supputations sur une possible pression des militaires.

Quelles sont les causes du départ, après quatre ans de pouvoir ? Et quelles solutions possibles à la crise actuelle ?

Par Frédéric FERRER

C'EST dans son rôle de grand organisateur de la démocratisation, menée avec habileté, jouant de sa parfaite connaissance de l'appareil d'Etat franquiste mais aussi des larges possibilités de manœuvre fournies par une opposition, décidée à collaborer, que Suarez s'était taillé sa réputation d'homme d'Etat et une popularité certaine.

Mais dès cette étape achevée, il a dû s'affronter à une série de problèmes aigus où le consensus n'était pas facile à établir.

Des questions sans solution

Tout d'abord, la crise économique atteint des proportions considérables. Les chômeurs sont 11 % de la population active, proportionnellement deux fois plus qu'en France ; chaque année l'inflation dépasse les 15 % ; la balance des paiements, fortement déficitaire, ne cesse de se détériorer. Dans les régions d'industrialisation traditionnelle comme le Pays Basque, les fermetures d'usines et les licenciements collectifs se multiplient. En Andalousie, la faim et la colère des paysans sans terre refont surface, révélant l'archaïsme des structures sociales.

Au plan politique, si la transition a donné à l'Espagne un cadre constitutionnel démocratique, elle est restée à mi-chemin sur l'importante question de l'autonomie des régions et nationalités. Tous les transferts de compétences aux communautés basque et catalane sont loin d'être accomplis et, dans le reste de l'Etat, des organismes «pré-autonomes» sans pouvoirs négocient un statut définitif pour leur région.

Témoin flagrant de l'insuffisante prise en compte des aspirations nationales, l'ETA, en multipliant ses actions violentes contre l'armée et la police, en généralisant «l'impôt révolutionnaire» exigé des patrons basques, lance un défi permanent aux autorités de Madrid.

Freins

A ses trois importantes questions viennent s'ajouter une con-

trainte : la permanence d'institutions traditionnelles puissantes sur lesquelles la droite au pouvoir s'appuie dans une certaine mesure mais qui freinent sa capacité d'innovation.

C'est bien entendu l'armée : mal convertie à la démocratie, elle prend au sérieux son rôle de garant de l'unité nationale et voit d'un fort mauvais œil l'établissement d'un «Etat des autonomies». Les attaques de l'ETA qui s'en prend directement à elle, contribuent à la radicaliser et à révéler l'existence de courants activement favorables à un retour en arrière.

Mais c'est aussi la justice : composée de magistrats formés à l'école franquiste, s'appuyant sur un droit rétrograde et largement inchangé. Ce qu'en d'autres temps on avait appelé «le bunker» est capable de défier l'Etat ouvertement : le complot du bar Galaxie, ourdi par quelques militaires, n'a été sanctionné que par des peines de principes. Quant à l'extrême droite elle recommence à faire recette dans un climat marqué par une certaine paralysie.

Enfin, dernier indice de raidissement, l'Eglise après avoir appuyé le processus de démocratisation pèse aujourd'hui de tout son poids pour bloquer les projets de légalisation du divorce.

Va-et-vient

Ces éléments, pour importants qu'ils soient, ne suffisent cependant pas à expliquer les hésitations et les volte-face qui ont caractérisé la politique de Suarez depuis deux ans.

Après l'instauration des autonomies catalane et basque àprement négociées, il avait paru mettre un coup d'arrêt à sa politique régionale. Ainsi son troisième gouvernement s'employait-il à saboter — en pronant l'abstention — un référendum sur l'autonomie andalouse qu'il avait lui-même convoqué. Résultat : l'absence d'une majorité qualifiée dans la seule province d'Almería condamnait les Andalous à une autonomie plus lointaine et plus restrictive, malgré leur volonté clairement exprimée. Quelques mois plus tard, Suarez devait revenir en arrière

Espagne, après la démission de Suarez

LA DROITE PARALYSÉE ?



Suarez, quoi qu'il fasse, se trouverait en butte aux critiques de son propre parti.

et concéder par décret ce à quoi il s'était opposé par tous les moyens. En échange il s'attirait les voix des députés du petit parti socialiste andalou.

La courte majorité (165 voix seulement sur 349) dont il dispose aux «Congrès des députés» est en effet pour quelque chose dans ses va-et-vient. Suarez se voyait obligé de composer non seulement avec des groupes minoritaires mais surtout avec les courants qui animent l'UCD et qui en font aujourd'hui plus une coalition gouvernementale qu'un véritable parti.

C'est sans doute pour échapper à leurs pressions que Suarez avait été amené à se débarrasser progressivement de la plupart des «barons» de l'UCD. Ainsi se voyait-il de plus en plus ouvertement critiqué, par les uns pour son laxisme, par les autres pour son manque d'audace, par tous pour son style très personnel.

Un point fixe, un échec

Un point fixe cependant dans cette politique-hésitation : la volonté de répondre à la violence de l'ETA par une répression élargie.

Ainsi la police ne s'en prend elle plus seulement aux «étarras» mais aux sympathisants de l'organisation indépendantiste, comme le député Rubio, détenu au mépris de son immunité parlementaire. De même, le contre-terrorisme d'extrême droite se voyait-il encouragé par l'impunité ouvertement accordée aux auteurs d'un attentat récemment commis en France.

Pourtant, là encore s'impose un constat d'échec : la répression est impuissante à désarmer l'ETA, comme le sont les tardives concessions du gouvernement à lui enlever l'audience

qu'elle conserve dans un secteur assez large de l'opinion basque. D'où les accusations de faiblesse, les réactions négatives à l'annonce d'une grâce éventuelle lors du voyage de Juan Carlos prévu pour les 3 et 4 février au Pays Basque.

Quoi qu'il fasse, Suarez se trouvait donc en butte aux critiques de son propre parti. C'est pourquoi, deux jours après avoir saisi le prétexte d'une grève des aiguilleurs du ciel pour ajourner le congrès de l'UCD, il annonçait sa démission de la présidence de son parti et du gouvernement.

L'heure des choix ?

Dès lors quelles solutions s'offrent au roi qui doit proposer un successeur au vote du Parlement ?

D'un côté, Rodriguez Sahu-gun, ministre de la Défense, est

le candidat des catholiques et de l'armée.

Il bénéficierait sans nul doute de l'appui des parlementaires néo-franquistes de la «coalition démocratique». Mais outre qu'il n'aurait pas nécessairement la confiance de toute l'UCD, une orientation encore plus franchement conservatrice lui enlèverait toute chance de mordre sur le terrain des socialistes et compromettrait sa situation électorale, sans parler de l'aiguillage des oppositions qui s'en suivrait. Léopoldo Calvo Sotelo, quant à lui a le soutien de l'appareil de l'UCD. Mais sa qualité fondamentale est de n'appartenir à aucun courant et de s'être jusqu'à présent tenu sur les questions qui divisent la droite au pouvoir. On voit mal de quelle façon il pourrait échapper aux contraintes qui ont poussé Suarez à la démission.

Alors serait-ce l'heure pour Felipe Gonzalez et ses amis socialistes de faire la preuve de leurs capacités gouvernementales ?

C'est possible dans la mesure où l'échec de Suarez semble condamner par avance les solutions de compromis entre les tenants d'une modernisation et d'une démocratisation complète



Léopoldo Calvo Sotelo pourrait-il échapper aux pressions qui ont poussé Suarez à démissionner ?

de l'appareil d'Etat et ceux qui estiment déjà être allés un peu loin.

Quoi qu'il en soit, les enjeux de la crise actuelle confirment que l'ère de la démocratie ne coïncide pas en Espagne avec celle de la stabilité.

Les forces politiques parlementaires espagnoles

● L'Union du Centre Démocratique (UCD) a été fondée pour soutenir l'action d'Adolfo Suarez, par la fusion de groupes idéologiquement hétérogènes. Leur accord, sur les grandes lignes d'une démocratisation menée par les héritiers de Franco eux-mêmes, s'est progressivement effrité. On y distingue le groupe démocrate-chrétien ou catholique emmené par Landelino Lavilla, qui s'oppose de plus en plus ouvertement au groupe «social-démocrate» issu du «parti social-démocrate» de Fernandez Ordonez et aux libéraux, alliés au secteur dit «bleu», composé d'anciens phalangistes comme Martin Villa, ancien ministre de l'Intérieur. Il ne dispose que d'une majorité relative aux Cortes.

● La «Minorité Catalane» composée essentiellement des députés autonomistes de droite, de la «convergence démocratique de Catalogne», du président de la Généralité de Catalogne Jordi Pujol a donné son appui au cinquième et dernier gouvernement de Suarez sans y participer.

● Le Parti Socialiste Andalou, disposant lui aussi de quelques députés, s'était également rallié aux derniers gouvernements de Suarez.

● La «Coalition démocratique» regroupe surtout les quelques députés de l'«Alliance Populaire» néo-franquiste de Fraga Iribarne. Il s'est surtout ouvertement opposé au cinquième gouvernement Suarez.

● La «Minorité Basque», rassemble les députés autonomistes de droite du Parti Nationaliste Basque qui dirige le gouvernement basque. Elle s'est abstenue dans le vote de confiance au cinquième gouvernement Suarez.

● Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) est le principal parti d'opposition. Il affirme son intention de gouverner seul, sans alliance électorale mais laisse la porte ouverte à une coalition avec l'UCD, ce qui a motivé la récente structuration d'une aile gauche de ce parti, opposée à la politique du secrétaire général Felipe Gonzalez.

● Le Parti Communiste d'Espagne (PCE), dirigé par Santiago Carillo, milite en faveur d'un «gouvernement de concentration nationale» regroupant toutes les forces politiques démocratiques à l'exception de l'Alliance Populaire. A défaut, il s'est déclaré prêt à soutenir un gouvernement PSOE-UCD. Il compte 23 députés.

LA VIE EN BLEU

voyage en culture ouvrière

Un regard sur «une grande inconnue», la classe ouvrière en 1980

Par Monique CHÉRAN

«La vie en bleu, voyage en culture ouvrière» de Jacques Frémontier. Un titre, un thème de prime abord passionnants ! A l'heure où quantité d'intellectuels de tous bords multiplient les efforts de prétendue théorisation sur la disparition de la classe ouvrière ; à l'heure des discours sur l'embourgeoisement des ouvriers ; à l'heure de «*Démocratie française*», où l'on prétend, comme le rappelle Frémontier, que «dans notre société hautement avancée, il n'existe plus qu'un bloc médian indifférencié, où s'agrègent tout à la fois les paysans, les commerçants, les employés, les cadres moyens, les ouvriers», voilà une étude qu'on a forcément envie de lire. Surtout si l'on se dit que, pour comprendre une classe, on ne peut se limiter à prendre en compte les seuls phénomènes économiques, si l'on estime que les facteurs culturels jouent un rôle important dans la détermination des comportements politiques. Intéressant, donc ce projet de Frémontier...



Qu'a-t-il voulu faire ? Il l'explique longuement lui-même :

«Il y a dix ans, écrivant «La Forteresse», je m'en tenais à la vulgate : «Trois traits caractérisent la classe ouvrière : elle ne possède pas les moyens de production ; elle joue un rôle direct dans la fabrication de biens matériels ; elle est la seule créatrice de plus-value». Je ne m'en dédis point. Mais une approche «anthropologique» ou «culturelle» ne permet guère d'utiliser de tels critères. Ce que j'observe aujourd'hui à la loupe, ce n'est plus comme chez Renault, le travailleur à sa machine ou sur sa chaîne, c'est le couple de l'homme et de la femme dans leur cuisine. Et la ribambelle d'enfants qui piaillent autour de la table».

Qui est-il allé voir ? «Je propose de considérer comme porteur de «culture ouvrière» quiconque réside dans un foyer où l'un des conjoints exerce une profession ouvrière. La dactylo ou l'infirmière mariée à un ajusteur (voire le pompiste de station-service marié à une bobineuse ou à une relayeuse) auront donc droit au privilège de mon étude».

LA VIE EN BLEU
voyage en culture ouvrière
de Jacques Frémontier
Ed. Fayard

Non au travail de bénédictin

Comment a-t-il procédé ? Il a sillonné le pays avec son magnétophone, pensant au départ réaliser cinq cents interviews, selon des quotas, avec des variables précis : sexe, âge, région, branche d'activité, taille de l'établissement, qualification professionnelle, syndicalisation. «Travail de fou, travail de bénédictin» avoue-t-il. Il a fini par se contenter de beaucoup moins, de «cent trente trois messages». Et il nous prévient : «Il faudra «faire avec», jetant aux orties l'insupportable froc du bénédictin, les pourcentages et les quotas...

«Nul ne sera pesé»

Il se propose de tout examiner, de décortiquer toutes les images surgies au cours de ces interviews, sans juger. «Nul ne sera pesé. Evalué. Je refuse d'exalter je sais quelles «valeurs ouvrières» — plus «pures», plus «authentiques», plus «naturelles» — que les hypothétiques «valeurs bourgeoises» — plus «frelatées», plus «truquées», plus «mercantiles». Je ne ressuscite-

rai pas le mythe du «bon sauvage».

Pas de clé ?

A travers quelle grille, tout de même, Frémontier va-t-il tenter de traduire ses interviews ? Dès le début, comme pour désamorcer toutes les critiques «doctrinaires», il affirme : «J'ai perdu le goût des trousseaux de clés qui ouvrent toutes les portes».

Pas de grille, donc ! C'est à voir...

La culture-carapace

Tout de même... il le dit lui-même, c'est bien sous l'angle du désir qu'il aborde la culture ouvrière. Pourquoi pas, objecterai-je ? A plusieurs reprises, il l'explique : «Comment supporter l'insupportable ? Comment s'accommoder de ces huit heures — et tant de fois davantage ! — où le désir est comme écrasé, détourné, récupéré, par ceux qui possèdent le capital ou le pouvoir ? C'est ici que la «culture ouvrière» assure sa fonction his-



torique fondamentale : elle fabrique (ou fournit), depuis plus d'un siècle, les légitimations ou les alibis indispensables». Ou encore : «Temps volé, espace volé : face à cette dilapidation de soi-même et de son territoire, à cette mise à sac de son être et de son savoir, il faut que l'ouvrier se bâtisse une carapace, un système de protection, un alibi pour survivre. La force du désir et la force — plus grande encore — de la répression du désir produisent un discours et des conduites de sublimation qui me paraissent constituer le fondement même de la culture ouvrière». La culture ouvrière fonctionnerait donc comme une carapace qui aide à vivre. Quelque chose de nécessaire, qui ne connaîtrait pas d'autre critère que cette nécessité, et qui se présente donc sous les aspects les plus contradictoires.

Des exemples à la pelle

On peut prendre de nombreux exemples. Ainsi, ce que Frémontier caractérise comme «l'impossibilité du non faire». C'est un fait que même hors de son usine, plus d'un ouvrier continue à travailler. Bricolage, jardinage, il n'a le plus souvent que mépris pour l'oisiveté. Ne rien faire, ou lire, ou écouter un disque, c'est pratiquement déjà le signe d'une appartenance à une autre classe, à la classe bourgeoise. Face au travail dévalorisé de l'usine, ce travail là est ressenti comme libre, comme l'expression d'un savoir, d'une identité retrouvée, affirmée.

De bien belles bibliothèques

Haine de la lecture ? Et pour-
18 - Pour le Socialisme

tant, comme Frémontier, chacun a pu voir les belles bibliothèques des ménages ouvriers. Oui mais... «Les livres dans un cagibi, tout en haut, inatteignables, comme un peu de désir, comme un peu de temps cristallisé... Mais aussi comme des reliques. Comme des papyrus venus du fond des âges qu'on admire à travers une vitrine blindée. C'est si beau, si sacré, qu'on préfère ne pas y toucher. La culture, ça vient toujours de l'extérieur : les représentants, les prospectus, la publicité... Ça se trouve, tout cuit, tout préparé, dans les pages du Nouveau Larousse». Des livres, oui, mais une culture qui n'est pas la sienne, qui le rejette, qui l'attire et qu'il déteste en même temps, qu'il garde chez lui, mais sans guère y toucher...

De la belle ouvrage... au refus de la contraception

Dans tous les domaines, on peut retrouver ce désir écrasé, transformé complètement : ainsi en va-t-il de «la belle ouvrage», revanche sur la médiocrité du travail ; du culte de la virilité, des métiers de force ; ou de l'idéologie austère du mariage, du refus de la contraception, de l'éducation stricte des enfants : revanche forcée sur les bourgeois, aux mœurs dissolues : «Peut-être, au détour d'une phrase obscure, retrouve-t-on là l'origine historique de la morale sexuelle ouvrière : une étape dans la reconquête de la dignité, une arme dans la lutte des classes».

Ainsi encore explique-t-il les goûts des ouvriers en matière de nourriture : pas de chichis, manger de tout, manger des choses qui tiennent au ventre. Ou en matière de sports : il y a ceux qu'on pratique, et ceux que pratiquent les bourgeois. Même chose pour les vêtements, ou pour la santé. «Moins on se soigne, mieux on se porte... Ou

pour le langage. Langage simple, contre langage louche de celui qui sait, mais qui s'en sert pour avoir. Frémontier multiplie à l'infini les exemples, des exemples qui parlent.

«Ne pas dépasser son plafond»

Que ressort-il, au bout du compte de tous ces témoignages et de leurs commentaires ? C'est que cette culture ouvrière, avec tous ces exemples dont la vérité ne peut être mise en doute, sert avant tout à faire accepter à

l'ouvrier son état. Sa devise devient «il ne faut pas dépasser son plafond», chacun est et doit rester à sa place, si on est ouvrier, c'est qu'on avait pas les «dons» pour faire mieux. «Nécessité fait loi, voilà le fondement de toute morale», redit Frémontier en conclusion.

Alors, que penser de ce livre qu'on a pourtant entamé avec plaisir, pour une bonne part à cause de sa démarche, pour une bonne part aussi, à cause de ses témoignages où beaucoup peuvent se reconnaître ? D'un livre qui, pourtant, au fil des pages, devient moins passionnant, et qui finit par décevoir ? Pourquoi cette déception ?

Déception...

En premier lieu, parce que plus d'une fois, les interprétations des comportements se ramènent d'une façon simpliste avec des raccourcis saisissants, au désir sexuel, et sont bien légères, bien superficielles, bien «tirées par les cheveux». Pour donner un exemple de cet aspect contestable, à en croire Frémontier, les ouvriers ne veulent pas que leur femme se maquille les yeux. Pourquoi ? «Avec les yeux, on peut appeler l'autre (putain, qu'il est joli !) dit justement Irène, en pensant aux chanteurs...» «faire de l'œil», «taper dans l'œil...» C'est la prostituée (ou sa cousine germane : la «mauvaise femme») qui, dans les romans-photos ou les feuilletons aguiche le client (ou pire encore, le mari des autres) avec ses clins d'œil ou ses battements de paupière. Tout de même, il

pousse le bouchon un peu loin. Dérapage excusable, dira-t-on ? C'est ce qu'on se dit au début, au premier, au second. Mais ça dérape un peu trop souvent...

Simplisme...

Ce n'est pas tout. On se disait au début, que les limites de l'étude, données par l'auteur lui-même, n'étaient peut-être pas trop graves après tout. Nombre insuffisant d'interviews, problème de la représentation de certaines couches, il nous avait prévenus, et on s'était dit «faute avouée est à moitié pardonnée». On avait pu trouver sympathique son refus des doctrines simplificatrices... En fait, il faut bien se rendre à l'évidence, l'échantillon laisse à désirer : bien des personnages, comme le docker, apparaissent comme des caricatures. Et son refus de la simplification, pour légitime qu'il soit, le conduit à privilégier de fait une grille psychanalytique simpliste... Dommage.

Dommage, car dans le même temps, bien des personnages parlent vrai, bien des attitudes contradictoires se trouvent éclairées, et ce n'est pas si courant ! Dommage, car ce refus du «dogme» tant proclamé trahit lui-même une... revanche. Celui du militant longtemps bridé, brimé, coulé dans le moule, en l'occurrence celui du PCF. Mais qui, en réaction, envoie tout promener, et «prend son pied», comme il dit, dans un discours consciemment subjectif...

La grande grève des banques en 1974 avait mis sur le devant de la scène l'importance économique du secteur bancaire à la fois mystérieux et tentaculaire (plusieurs milliers d'agences bancaires). En effet les vingt années précédentes avaient été le théâtre de la bancarisation croissante des ménages français donnant aux empires bancaires la prééminence dans les déci-



sions financières du pays. Depuis 1974 des mutations insensibles sont en cours. Et le «printemps des banques» a laissé la place à une «contre offensive des empires» qui deviennent les agents essentiels du redéploiement qu'aucune entreprise ne saurait ignorer et donc aucun travailleur soucieux de comprendre les actuelles règles du jeu économique du capitalisme français. Voici les grandes lignes du dossier de la revue L'Economie en question dans son numéro trimestriel de janvier. Est publié d'autre part

une interview de la FGM-CFDT sur les politiques industrielles. Un numéro intéressant qui confirme l'intérêt d'une revue capable de vulgariser les questions économiques même si on attend parfois qu'elle se situe davantage dans les questions brûlantes du débat politique.

L'ECONOMIE EN QUESTION
6 rue Mélingue
75019 PARIS

Le numéro : 10 F
Abonnement annuel : 38 F

Cette semaine, la Librairie Populaire, 23 rue Saint-Sauveur, Paris 2^e conseille :

- Kehayan : Le Tabouret de Piotr Voslensky
- Voslensky : La Nomenklatura
- Robrieux : Histoire intérieure du PCF (1920-1945)
- Barak : Fracture au PCF
- Frémontier : La vie en bleu
- Pa Kin : Le secret de Robespierre
- Chabrol : Wladimir et les Jacques
- Brink : Une saison blanche et sèche

Carte de fidélité à partir de 100 F.

Pour peu qu'il cesse d'être un simple ornement ou le vain étalage d'une virtuosité salonarde, le roman, et plus généralement le fait littéraire, peut constituer un inégalable moyen de connaissance historique et social. Plus que l'essai sociologique, parfois, il permet l'appréhension immédiate, globale, intuitive d'une structure sociale et pressent les tendances profondes qui peuvent la miner.

L'ouvrage d'André Brink, *Une Saison blanche et sèche**, projette sur le système de l'apartheid et les contradictions qu'il suscite un éclairage violent.

Par Alain PARIS

BEN Du Toit, un afrikaner bien tranquille, habite une banlieue résidentielle de Johannesburg. Il vit là, près de sa femme Suzan et de son fils Johan, une existence paisible que suffisent à remplir ses obligations familiales et professionnelles. Comment s'étonner, dès lors, que le soulèvement de Soweto ne le trouble guère. Tout au plus se trouve-t-il amené à fournir quelques secours à son jardinier noir, Gordon, qui tente de faire la lumière sur la mort de son fils Jonathan, disparu aux mains de la police, un soir d'émeute. Coupable d'avoir voulu «savoir», Gordon disparaît lui-aussi dans les locaux de la sinistre et omniprésente «Section Spéciale».

Rejeté par les siens

Confiant, Du Toit intente un procès qui se révèle être une révoltante mascarade. Il entame alors une contre-enquête, soucieux de découvrir ce qui se dissimule derrière la version officielle. Persuadé d'abord que la justice triomphera, il ne se résigne ni devant la disparition mystérieuse des preuves ni devant l'élimination des témoins. Peu à peu, il devient suspect à son

Raymond Suttner, militant de l'ANC, condamné en 1975 à 7 ans de prison.



tour. Sa vie n'est plus alors qu'une succession d'épreuves : perquisition, violation de courrier, attentats, chantage. Moderne antigone, il ne cède ni aux menaces ni aux intimidations et, soutenu par des amis lucides, Stanley et Mélanie, découvre la

vérité d'un système basé sur le mensonge et la terreur. Rejeté par les siens, abandonné par sa femme, trahi par sa fille, il demeure bientôt seul, dérisoire mais libre, face à la machine implacable et sournoise qui finira par le broyer.

Constitué d'un nombre limité de scènes essentielles dont la combinaison et le retour périodique rythment l'action, permettent de juger des évolutions, et confèrent au récit une circularité qui s'apparente au huis clos, l'aventure de Ben Du Toit s'achève inéluctablement vers un dénouement connu dès le prologue. Par-delà l'intrigue policière, dont il constitue un modèle du genre, le roman reprend le mythe, cent fois traité de l'homme en lutte contre ce qu'il connaît mal et qui l'écrase, mais par là-même affirme sa liberté. Par sa rigueur il s'apparente alors au tragique antique.

Mais maîtrise, virtuosité et dépouillement ne peuvent constituer une fin en soi. Dans *Une Saison blanche et sèche*, elles sous-tendent un projet plus vaste sans lequel elles ne seraient rien : la description minutieuse de l'apartheid, l'analyse lucide des contradictions qu'il recèle, l'interrogation courageuse d'un intellectuel conscient des limites de son action.

A Soweto, la violence de l'intolérable

La communauté noire apparaît progressivement. Elle fait tardivement irruption dans le récit, à mesure que Du Toit prend conscience de l'existence des millions d'hommes parqués non loin de lui. Réduite d'abord à quelques silhouettes furtives cent fois entrevues dont il ne s'inquiète guère, elle envahit littéralement la vie de Ben lorsque les Noirs, apprenant qu'un «lamie» — un Blanc — peut les aider lui rendent visite en masse. Elle éclate, avec la violence de l'intolérable, lors des visites à Soweto, gigantesque bidonville en insurrection permanente. Ce que Du Toit entrevoit, c'est la misère chaque jour supportée, l'injustice et la crainte, la mort sous les coups, les accidents, les familles déportées, dispersées, anéanties. Ce qu'il découvre alors c'est une

«Une saison blanche et sèche» d'André BRINK

UN AFRIKANER BIEN TRANQUILLE



La misère, l'injustice, la mort sous les coups. Soweto, un gigantesque bidonville en insurrection.

jeunesse, en rupture avec ses aînés, qui a choisi la lutte. Une femme : «J'avais sept fils, Monsieur. Il y en a cinq qui ne sont plus avec moi. Ils ont été emmenés l'un après l'autre. Un, il a été tué par les tsotis. Un autre, il a été lardé de coups de couteau au cours d'un match de foot. Le troisième, il était conducteur de train et il est tombé de la locomotive et il a été écrasé par les roues. Le quatrième, il est mort dans la mine. La police, elle a embarqué le cinquième...»

Les ressorts d'un Etat terroriste

Le monde des Blancs, bien entendu, fait l'objet d'analyses plus précises : c'est celui de Ben Du Toit et de son entourage. C'est l'univers bien connu, mais qu'éclaire l'expérience de l'auteur, des villas cossues, des fillettes en robes de gaze, des jeunes gens sportifs, des longues créatures blondes et des pasteurs bien nourris. C'est le tableau d'une middle-class-timorée, soudée par la peur, et qui, à la moindre alerte se rétracte, le royaume des «justes» aveugles, des avocats corrompus, des Afrikaner puritains, des anglophones «libéraux».

André Brink met en lumière les multiples ressorts d'un Etat terroriste habile à faire jouer la crainte, les mécanismes d'asservissement d'une presse pourtant bien docile, et dénonce la très puissante et très réactionnaire Eglise réformée hollandaise. Ceux qui refusent existent. Peut-être plus nombreux qu'il n'y

paraît après tout. Un directeur de journal : «Voulez-vous connaître le nombre d'informations similaires déjà reçues à notre journal ? Parfois il me semble que tout le pays est devenu fou». Isolés et impuissants, en proie à la censure, au bannissement et à la détention, ils ne pèsent guère. Ben Du Toit est assassiné, Mélanie expulsée, le journaliste Harrison arrêté.

Dérisoire et impuissante, la bonne volonté ne suffit plus. Certains Blancs se rendent compte qu'ils se heurtent également à une situation qui se radicalise, celle qu'analyse Frantz Fanon, lorsque le colonisé, rompant les ponts, se replie sur lui-même pour y puiser l'énergie nécessaire au combat final.

Au bout des illusions

Longtemps persuadé de ne demander que le respect des principes qu'il pense être à la base de la société où il vit, Ben Du Toit parvient tard au bout de ses illusions. Comprenant mal contre quoi il se bat, il se retrouve vite isolé face à un ennemi qu'il n'a pas appris à nommer : «Ce qui se dresse contre moi n'est pas une personne ni un groupe de personnes mais une chose, un vague quelque chose amorphe, une puissance invisible, omniprésente...» Chassé par les siens, il tente sans espoir de se joindre aux Noirs dont l'univers lui semble aussi menaçant que le sien.

A Soweto, il a «le sentiment d'être à l'intérieur d'un énorme animal aux entrailles frémissantes

au cœur sombre...». Sans doute est-il trop tard pour jeter un pont par-dessus l'abîme. Là-bas, dans le Verd, Orlando, le second fils de Gordon, meurt les armes à la main. Ici, les jeunes Noirs chassent les Blancs aux cris de «Amandla!» — Liberté. Bientôt Stanley, Gordon et Ben ne pourront plus, côte à côte, lutter pour la justice. «Chaque geste que je fais, chaque acte que je commets dans mes efforts pour les aider, leur rend plus difficile la tâche de définir leurs besoins réels, de découvrir par eux-mêmes leur intégrité, d'affirmer leur dignité».

L'image d'un peuple qui lutte

Avec *Une Saison blanche et sèche*, André Brink confère à ses analyses la force d'une expérience, et la rigueur d'une forme parfaitement maîtrisée. Nul désespoir par ailleurs. Sans doute, n'est-ce pas simple hasard si le jour des obsèques de Ben est également celui d'une impressionnante manifestation. A l'échec de l'homme seul, succède l'image d'un peuple qui se rassemble et qui lutte. «Les Noirs se mirent à bouger, à rejoindre la masse compacte qui approchait. Ils étaient tous aussi silencieux, comme attirés par un énorme aimant. Nous, les Blancs, tout à coup isolés dans cette rue prise entre les masses tristes du béton, nous nous mîmes à reculer, pour aller nous abriter derrière les piliers et les murs...»

* Edition Stock

Le Salvador a perdu les honneurs des premières pages de la presse française, la junte chante victoire, les dirigeants du Front Farabundo Marti reconnaissent avoir «*péché par excès de triomphalisme*», et parlent de négociation avec les Etats-Unis ... Est-ce dire que l'offensive générale déclenchée en décembre s'est soldée par un échec ?

Par Jean-Louis
BRUNET

L'ARMEE salvadorienne a, semble-t-il, repris le contrôle des villes occupées par les forces de la guérilla. Napoléon Duarte, le président de la République, a tenu à se montrer dans une ville investie par les forces révolutionnaires, Santa Ana, y a même serré quelques mains devant les journalistes qu'il y avait entraînés. Certes, la population n'a que peu répondu à l'appel au soulèvement ou à la grève générale.

Un des commandants du Front Farabundo Marti reconnaît lui-même : «*La grève a été moins suivie dans les transports qui ont été militarisés aussitôt, elle a été faible dans le commerce*». Mais il ajoute que la terreur qui règne dans San-Salvador, la concentration des troupes militaires dans la capitale ne pouvaient qu'entraver le succès d'une grève générale qui, rappelons-le, n'avait pour objectif que d'appuyer l'offensive militaire. Cette offensive militaire n'ayant pas remporté tous les succès escomptés, il était naturel que la grève ne fût pas aussi large qu'on devait l'escompter.

Et que la population n'ait pas répondu massivement aux appels des forces révolutionnaires ne



SALVADOR : RIEN N'EST FINI

signifie nullement qu'elle leur soit opposée, mais que, là aussi, l'ampleur de la répression ait fait hésiter bien des Salvadoriens désireux de rejoindre le Front. S'il fallait une preuve de cet attachement de la population aux idéaux révolutionnaires, l'accentuation de la répression sauvage de la junte qui bombarde systématiquement les villages de Las Vueltas, de San Antonio de los Ranchos, d'Arcatao, jugés favorables à l'insurrection, suffirait à le révéler.

Que rien n'est fini au Salvador il suffit pour s'en persuader, de lire les dépêches de l'AFP qui affirment que «*des militants du Front Farabundo Marti n'ont pas cessé leurs opérations de harcèlement contre l'armée, détruisant des véhicules de transport, bloquant des routes et distribuant des tracts*». Il suffit d'entendre la junte dénoncer la soit-disante aide étrangère aux rebelles pour obtenir un accroissement de l'aide internationale, il suffit de la voir exhiber à la télévision un prétendu prisonnier costa-ricain envoyé au Nicaragua, il suffit de la voir se saisir de cinq barques aperçues à El Cuco pour crier au «*débarquement d'une certaine de combattants étrangers en terre salvadorienne...*». Il suffit de juger des efforts de Duarte pour s'assurer une base sociale, serrant des mains, promettant des réformes, criant sa bonne foi, pleurant son innocence...

**«Nous avons atteint
nos premiers
objectifs»**

«Nos forces ont acquis de l'expérience, nous avons élargi notre arrière-garde, créé de nou-

velles bases d'appui. Concrètement, nous avons neutralisé des bases avancées de l'ennemi dans de nombreuses petites villes.

On peut ajouter à ces déclarations de Shafik Handal, commandant du Front Farabundo Marti, qu'ils ont largement rempli un autre des objectifs qu'ils s'étaient fixés «*à l'extérieur, favoriser la solidarité mondiale*».

En France, cette semaine a été riche en manifestations de soutien au Front démocratique Révolutionnaire Salvadorien et au Front Farabundo Marti. Leurs représentants ont été reçus par le sénateur socialiste Bernard Parmentier au palais du Luxembourg ; une délégation du PS, du PSU, des radicaux de gauche, de la CFDT, de la CGT et de la FEN s'est rendue auprès d'Olivier Stirn pour exiger une condamnation de la junte, la dénonciation de l'aide de différents Etats à la junte, la suspension de l'aide française et la participation de la France à l'aide aux réfugiés ; la JOC a dénoncé, le 29 janvier, le démocrate-chrétien Napoléon Duarte ; lundi 2 février, un film a été projeté au petit forum des Halles : «*El Salvador, le peuple vaincra*».

Une solidarité nécessaire, fruit d'un travail patient et efficace

des représentants des révolutionnaires salvadoriens, et appelée à continuer...

Non, rien n'est fini pour tous les militants anti-impérialistes en France, alors que les Etats-Unis. Prochainement, les forces révolutionnaires lanceront, non pas une nouvelle offensive, mais «*un nouveau mouvement dans le cadre de l'offensive générale pour renverser la junte militaire et la démocratie chrétienne*».

L'effet Salvador en Amérique centrale ?

Mardi 27 janvier, les organisations révolutionnaires guatémaltèques : l'EGP (armée de la guérilla des pauvres), le FAR (forces armées rebelles), l'ORPA (organisation révolutionnaire du peuple en armes), le PGT (Parti guatémaltèque des travailleurs) ont annoncé leur unification dans la lutte révolutionnaire au Guatemala pour le renversement du gouvernement Lucas.

